Vol 13 # 22 • Du 4 au 10 Décembre 2019
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

A QUAND LA REPRISE DES MOBILISATIONS ?



Voir page 3

À en croire ces dirigeants de l'opposition traditionnelle, un rassemblement est prévu pour le 5 décembre à Gonaïves, puis le vendredi 6 décembre à Port-au-Prince

SANTO-DOMINGO: CONFÉRENCE SUR HAÏTI



Voir page 3

Le grand invité de cette conférence a été l'ancien chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Edmond Mulet. Il s'est dit préoccupé par la crise politico-sociale que traverse Haïti et a estimé que si la crise haïtienne s'aggrave « […] elle pourrait encourager une nouvelle intervention des Nations Unies. »



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Sommes-nous des mendiants de la liberté ?

Par Berthony Dupont

Dans notre passé historique, nous sommes le peuple qui n'a jamais reculé face à son devoir ni cessé de tracer des exemples. Nous n'avons jamais eu peur d'affronter les dangers et de regarder l'ennemi dans les yeux. C'est pour dire que le peuple haïtien sait compter d'abord et avant tout sur ses propres forces ; voilà pourquoi, ce peuple ne cache jamais la fierté qu'il ressent d'exposer ses prouesses, ses immenses réalisations et contributions devant l'opinion mondiale.

Nous sommes un peuple de conviction qui dans la douleur a pu bâtir une organisation politique, mener une lutte de libération nationale grâce à la lutte armée jusqu'à fonder une nation, en donnant naissance à des hommes nouveaux, des femmes nouvelles libérés de l'esclavage, à des êtres humains conscients de leurs droits et de leurs devoirs.

C'est grâce à la résistance sacrée de nos ancêtres combattants dans des conditions historiques déterminées que nous avons acquis des succès inestimables, inoubliables. Ainsi, nous avons institué qu'un peuple si faible, si petit qu'il soit peut accomplir des épopées héroïques allant jusqu'à vaincre ses agresseurs quels que soient leur puissance.

Nous sommes héritiers, descendants de ce peuple-là, celui qui a fait la Crête à Pierrot, la bataille de la Ravine à Couleuvres, Vertières, nous ne saurions être un peuple sollicitant qu'on lui fasse une faveur : lui offrir la liberté !

Un peuple qui a donné naissance à Caonabo, Mackandal, Boukman, Jean-Jacques Dessalines, François Capois dit Capois Lamort, Charlemagne Péralte, Benoit Batraville, Pierre Sully ne peut pas se convertir en collabos mais en symbole de liquidation des impérialistes.

Voilà pourquoi nous devons connaitre la réalité de notre pays, dans tous ses aspects, pour pouvoir et savoir orienter notre combat de peuple en lutte : l'histoire d'un peuple qui a vécu des siècles d'oppression, d'agression, d'occupation, d'exploitation à outrance, de répressions imposées par les hordes esclavagistes, colonialistes et impérialistes pour se libérer du joug colonial et prendre en main sa propre destinée.

Et nous devons également reconnaitre les conditions concrètes de notre pays, Haïti, qui est toujours en guerre permanente, constante pour ne pas dire éternelle avec les forces obscures, rétrogrades qui ont créé des systèmes de colonisation, d'esclavage les plus sophistiqués et éventuellement le système barbare du capitalisme.

Un peuple qui sait différencier ses ennemis de ses amis ne peut pas rester dans l'attentisme espérant qu'on le délivre de sa situation, même qu'on lui fasse la faveur d'enlever ses chaines d'oppression et d'exploitation. Un peuple qui sait son histoire, qui sait la signification des mots mission, commission, envoyé, commissaire, domination étrangère devrait assumer une certaine responsabilité à l'aune de ces caractéristiques, sinon c'est encourager les fossoyeurs de la patrie.

Il est triste aujourd'hui d'entendre dire par les forces de l'opposition, que ce soit Passerelle, Alternative, Lavalas ou d'autres : « Si Jovenel Moïse n'a pas encore quitté le pouvoir, c'est grâce aux États-Unis. C'est pour cela que l'opposition entend envoyer un message au président Trump par l'intermédiaire de la délégation américaine qui doit rentrer en Haïti » D'autres personnes tout à fait ridicules ne déclarent-ils pas : les Etats-Unis refusent de lâcher Jovenel » ?

N'est-ce pas la réflexion d'une classe dominante gnbiste, d'une oligarchie nostalgique des coups d'état interventionnistes « made in USA » qu'on répand sur une population. Tous ceux-là qui ne font que supplier les Etats-Unis qu'ils reconnaissent comme leur sauveur suprême, leur bienfaiteur, qui rêvent de coups sanglants à la manière de celui qui a éliminé Estimé, Fignolé, Aristide, tout récemment Evo Morales, pour que le statu quo reste tel quel. Ils n'ont pas la faculté de comprendre que même quand les Etats-Unis n'ont pas d'amis sauf leurs intérêts, cela ne veut pas dire qu'ils vont sacrifier leurs pions pour le plaisir de le faire.

Une chose à reconnaitre, tous ceux-là qui réfléchissent dans ce sens, ne sont pas des combattants pour le changement, mais des collabos, des laquais, des soumis, des gens sans décision qui ne cherchent que la bonne grâce de Washington de sorte que rien ne bouge de la domination impériale. Il suffit qu'ils enlèvent Jovenel pour qu'ils prennent sa place de façon à continuer la sale besogne à leur service.

Oui, il n'y a rien de mal, si les Etats-Unis ont leurs alliés, leurs satellites pour combattre les peuples. C'est leur droit le plus entier de défendre leurs intérêts. Mais, nous autres, pourquoi ne pas bâtir notre propre camp avec les forces populaires, celles qu'ils humilient par le mépris de l'exploitation pour leur créer un chemin ardu, épineux et nuisible.

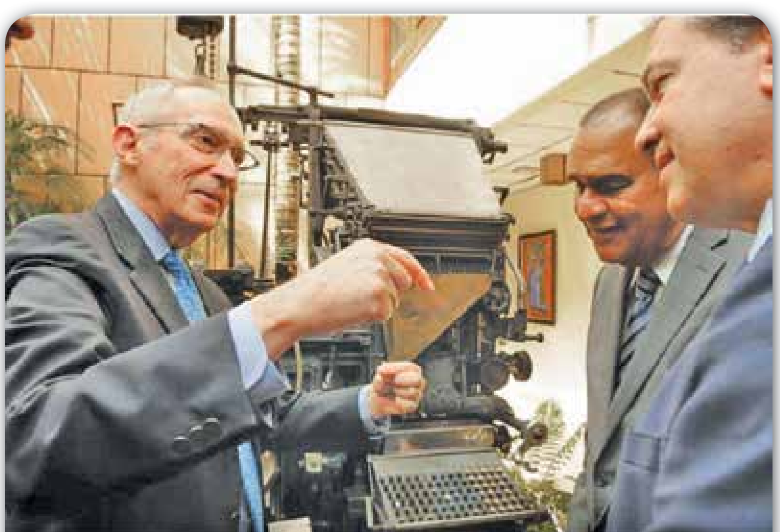
Quels sont nos devoirs, si nous sommes catégoriquement opposés à leurs agressions, à leurs mauvaises causes ? N'est-ce pas de construire notre lutte, d'organiser notre propre alternative, de structurer notre force, de rester vigilants pour les vaincre ? C'est une loi du développement de l'histoire que les agresseurs et les oppresseurs périssent et que les masses révolutionnaires triomphent.

Nous ne sommes pas des mendiants de la liberté. Non, la liberté ne se donne nulle part en cadeau. Il s'agit de la conquérir! C'est au peuple haïtien de flanquer Jovenel Moise à la porte et tous ses commanditaires ! Basta !

Santo-Domingo: Conférence sur Haïti



Le député de la République dominicaine Víctor Orlando Bisonó Haza surnommé Ito Bisonó, président du Centre d'Analyse des Politiques Publiques (CAPP)





L'ancien chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Edmond Mule s'entretient avec le directeur de Listín Diario, Miguel Franjul, et le député Victor (Ito) Bisonó.

Par Isabelle L. Papillon

A l'initiative d'un homme d'affaires et politicien dominicain Víctor Orlando Bisonó Haza surnommé Ito Bisonó, président du Centre d'Analyse des Politiques Publiques (CAPP), ancien membre du Parti social-chrétien réformiste et deuxième vice-président de la Chambre de commerce dominicaine-haïtienne, actuellement membre de la Chambre des députés, a été organisé à la fin du mois de Novembre 2019 un Forum sur Haïti à Santiago, en République Dominicaine, à l'Université catholique PUCMM sur le thème : "*Destabilización de Haiti: Retos y Desafios*" « Déstabilisation d'Haïti : Enjeux et défis »

Il est troublant qu'à ce forum ni le gouvernement haïtien, ni l'opposition haïtienne n'ont été invités pour entendre leur point de vue, le député Ito Bisonó se consacrant lui-même à décrire le pays où 6 millions de ses citoyens vivent avec moins de 3 dollars par jour et 36% vivent dans la faim. «*Une telle crise nécessite une action radicale, mais ils s'y prennent mal ceux qui pensent que la solution du problème haïtien est la République dominicaine. Un pays à revenu intermédiaire comme le nôtre ne peut pas gérer une situation aussi complexe que celle-ci* ». En ce sens, il exhorta les autorités dominicaines et les organisations internationales à prendre des mesures radicales appropriées

«*Il est particulièrement intéressant que des mesures concrètes puissent être prises pour la construction d'une base institutionnelle en Haïti, visant à éliminer la pauvreté de sorte que ses citoyens puissent y vivre* ».

Avaient participé à cette conférence menée chaque année par le CAPP dans cette maison d'études au PUCMM, outre des représentants des missions diplomatiques accréditées à Santo-Domingo, des personnalités politiques telles que M. Héctor Díaz-Santana, ancien procureur aux crimes électoraux du Mexique, le professeur Martin Krause, PhD de l'École de droit de l'Université de Buenos Aires et de la coopération internationale ; l'ancien président du Guatemala, Vinicio Cerezo, actuel secrétaire général du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA); l'administration publique avec l'ancien président de la Bolivie, Tuto Quiroga et le président du Chili, Sebastián Piñera; ainsi que des hommes de littérature, le doyen du journalisme colombien et auteur célèbre, Plinio Apuleyo Mendoza, co-auteur de "El Olor de la Guayaba" avec Gabriel García Márquez, et les auteurs du livre « El Perfecto Idiota Latinoamericano (L'idiot parfait en Amérique latine) » Carlos Alberto Montaner et Alvaro Vargas Llosa.



L'ambassadrice américaine en Haïti Michèle Sison et son homologue en République dominicaine Robin Bernstein

Le grand invité de cette conférence a été l'ancien chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Edmond Mulet. Il s'est dit préoccupé par la crise politico-sociale que traverse Haïti et a estimé que si la crise haïtienne s'aggrave « […] elle pourrait encourager une nouvelle intervention des Nations Unies. »

A ce compte, Mulet a suggéré deux mesures pour aider à résoudre la crise haïtienne.

« *La première et la plus urgente consiste à assister Haïti face à la crise humanitaire actuelle en mobilisant les forces nécessaires pour garantir l'alimentation des Haïtiens* »

« La deuxième, qu'il considère importante, est une conférence internationale sur Haïti, à laquelle participeront les pays d'Amérique latine, l'Union européenne, le Canada, les États-Unis, la France et l'Espagne, pour prendre des décisions ».

Sur le plan humanitaire, il a suggéré que le Commandement méridional des États-Unis arrive, par hélicoptère, avec ses forces militaires pour s'installer en Haïti, afin de prendre les mesures urgentes qui s'imposent à l'heure actuelle pour donner à manger au peuple haïtien », a rapporté le journal Dominican Today

« *Pour le moment, il faut agir immédiatement, je ne vois personne d'autre ayant la capacité logistique de le faire* », a fait savoir Mullet.

Au cours d'un petit-déjeuner, avec le directeur de Listin Diario Miguel Franjul et le député Victor (Ito) Bisonó Haza et d'autres membres du Centre d'analyse des politiques publiques José Renán Espanhol et Jatzel Román, l'ancien responsable de la force d'occupation d'Haïti a présenté sa vision du problème haïtien comme quoi , la crise humanitaire en Haïti va déclencher des hordes d'Haïtiens en République dominicaine à la recherche de nourritures et d'un abri.



Mulet indique que sur le plan humanitaire, le Commandement méridional des États-Unis doit arriver, par hélicoptère, avec ses forces militaires pour s'y installer, afin de prendre les mesures urgentes qui s'imposent à l'heure actuelle pour donner à manger aux haitiens

Ici, ajouta-t-il (en République dominicaine), ils verront des hordes, ils iront dans tous les pays des Caraïbes et atteindront la Floride, le peuple affamé, et qu'allons-nous faire? Est-ce que nous allons leur tirer dessus?

Il espère que le gouvernement dominicain et son ministère des Affaires étrangères mobilisent la communauté internationale, attirent l'attention et demandent de l'aide pour adopter des initiatives officielles.

Il a averti que la « situation convulsive » en Haïti, représentait non seulement une menace pour la République Dominicaine, mais pour l'ensemble de la région Caraïbe. Les effets seront non seulement pour la République dominicaine mais aussi pour la région en précisant que 70 000 Haïtiens titulaires d'un visa de tourisme américain B1 et B2 étaient restés aux États-Unis et qu'il y en avait 200 000 au Chili, 40 000 en Argentine et 130 000 au Brésil.

L'ONU a le pouvoir de promouvoir des initiatives, mais à la demande de certains États. Il a indiqué que 5 missions des Nations Unies avaient été installées au cours des 30 dernières années en Haïti, qui allaient et venaient tandis que le Conseil de sécurité comprenait que le pays s'était déjà stabilisé.

suite à la page(16)

A quand la reprise des mobilisations ?



Certains membres de l'opposition traditionnelle

Par Marie Laurette Numa

Le dimanche 1er décembre dernier, certains membres de l'opposition contre le régime du PHTK en place dans une conférence pour la presse ont annoncé triomphalement la reprise de la mobilisation ; mais sans avoir l'amabilité, l'honnêteté politique d'expliquer ce qui s'était passé et qui de fait avait engendré un silence des cimetières dans les rues depuis la signature de l'accord de Marriott, le 10 novembre dernier sous l'ombrelle de la Passerelle.

Autour de la table de cette conférence de presse, il y avait les mêmes figures dont certaines sont très douteuses et n'inspirent aucune confiance au sein de la population vu leur histoire politique. Il s'agissait du sénateur Youri Latortue, ancien conseiller du premier président du parti PHTK Michel Martelly et ex-supporteur de Jovenel Moise, flanqué de Nenel Cassy, André Michel et autres.

On n'a pas vu les autorités de l'Entente politique nationale au cours en cette conférence. Cela signifie-t-il que l'entente soit déjà brisée et s'est déjà transformée en mésentente au sein de la soi-disant opposition à Jovenel Moise ?

À en croire ces dirigeants de l'opposition, un grand rassemblement est prévu pour le 5 décembre à Gonaïves dans le fief de Latortue « […] Nous informons que le 5 décembre, l'opposition, dans sa totalité, sera aux Gonaïves pour lancer un message clair. Nous y planterons nos tentes jusqu'au 3 janvier » a fait savoir le sénateur Lavalas Nènel Cassy.



Le sous-secrétaire d'État américain aux affaires politiques David Hale

Pas de trêve pour la période des fêtes de fin d'année a déclaré pour sa part l'avocat André Michel « la population ne peut pas fêter la Noël, en raison de la situation politique et économique actuelle… »

« Le vendredi 6 décembre, de façon pacifique, dans l'ordre et la discipline, nous allons apporter un message à la délégation américaine qui entrera en Haïti. Les dirigeants accompagneront la population, y compris ceux qui ont des visas américains» a fait savoir Nènel Cassy.

Cassy faisait allusion a une visite prochaine d'une autre mission des Etats-Unis en Haïti qui sera dirigée par le numéro trois (3) du département d'État, le sous-secrétaire d'État américain aux affaires politiques, David Hale toujours dans le même objectif de tenter de résoudre la crise haïtienne.

Qui vivra verra ! Jusques à quand le peuple haïtien acceptera-t-il d'être bafoué par des politiciens haïtiens sans colonne vertébrale qui ne vivent qu'à la merci de leur bienfaiteur, l'impérialisme américain ?

Quousque Nènèl ? Quousque Michel ? Quousque Passerelle ? Quousque Jovenel ?

L'ancien député Arnel Bélizaire arrêté !

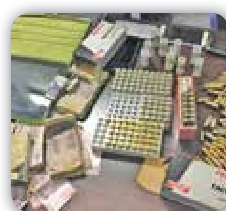
Par Thomas Péralte

La rumeur d'un mandat d'amener contre Arnel Bélizaire circulait dans le pays. Le concerné l'avait lui-même confirmé le jeudi 28 novembre après un appel téléphonique qu'il avait placé au commissaire du gouvernement auprès du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, Me Jacques Lafontant. Selon ses dires, il devrait se présenter lundi matin 2 décembre pour répondre à la justice qui l'a accusé de complot contre la sûreté intérieure de l'État, les bâtiments de l'ambassade américaine, de la Union school et de la Brasserie La Couronne. Il avait toutefois nié toutes ses accusations.

Bélizaire, revenu d'une tournée à Gonaïves où il était allé se recueillir sur la tombe d'Amiot Méteyer, puis à saint-Marc où il a donné une conférence de presse au Restaurant la Troquet, a été justement arrêté à l'entrée de la Ville de Jacmel samedi matin 30 novembre ainsi que 7 individus répondant aux noms de : Pierre Killick Cémélus, Jean Pierre Fleure, Bélizaire Clermont, Joanel Paul, Mackenton Estoril, Garry Phillemond et Roberson Harry Joanis qui l'accompagnaient. Il est maintenant incarcéré au DCPJ à Port-au-Prince en attendant de se présenter devant ses juges naturels.



Une ancienne photo d'arrestation d'Arnel Bélizaire





L'arsenal que la police a retrouvé chez le détenu Arnel Bélizaire

Célébration de la journée des handicapés



Le mardi 3 décembre 2019 plus de 300 handicapés avaient participé à la célébration de la journée internationale des personnes handicapées au palais municipal à Delmas.



Le secrétaire d'État à l'Intégration des personnes handicapées, Gérald Oriol Junior

Assassinat de l'inspecteur général Michael Lucius



Michael Lucius

Le dimanche 1er décembre 2019, l'ancien directeur central de la police judiciaire (DCPJ) en l'occurrence l'inspecteur général de la PNH Michael Lucius a été tué a proximité de son domicile situé à Vivi Mitchell, dans la commune de Pétion-Ville.

Par ailleurs à l'Arcahaie, deux policiers ont été blessés suite d'une altercation avec des manifestants contre le pouvoir en place.

Dits, non-dits, pouvoir, cercueil et Zòt

Par Fanfan La Tulipe

Dois-je commencer cette page par une lapalissade en criant sur tous les toits qu'en bon Haïtien je m'informe 'régulièrement' de ce qui se passe en Haïti ? Nom de Dieu, non ! Il n'est pas dans mes habitudes de lapalisser. Toutefois, tout en m'informant, j'essaye de saisir la significance des « dits » et des non-dits. Je me pose des questions : est-ce que je n'arrête pas de lire les mêmes « dits » ? Est-ce que entre les lignes il ne se cache pas des « dits » que maints critiques auraient peut-être peur d'exprimer ? Est-ce qu'on ne devrait pas exprimer certains non-dits qui, peut-être, aideraient à mieux comprendre la « crise », sinon à la résoudre.

A priori, je ne suis pas contre tel ou tel autre "dit". Tous expriment les mêmes préoccupations d'Haïtiens concernés par « la **crise** qui secoue actuellement le pays ». Tiens ! En voilà un : la « crise » ! C'est en quelque sorte le sésame qui ouvre la porte à toute analyse, tout approche de la situation du pays. Un exemple: « Le pays s'installe depuis trois mois dans une **crise** politique aux conséquences désastreuses notamment pour les couches les plus vulnérables ». Un autre : « La **crise** qui secoue actuellement le pays a le grand mérite d'avoir éveillé cette conscience collective sur la nécessité de construire une société juste et solidaire ». Un autre encore: « De nos jours, le système éducatif haïtien, déjà scélérat, est la principale victime de la **crise**». J'en passe pour éviter que je ne tombe en crise. On a l'impression que le terme « crise » est à la situation du pays ce que le *joumou* est à la soupe du premier janvier : c'est une sorte de *pakapala*, un impératif.

Sous-jacent à la roche *criseuse*, on trouve "l'anguille causale" à laquelle tel commentateur a fait allusion en évoquant« un problème de **leadership** ». Dans la même veine *leadershipienne*, il note, avec perspicacité: « une dysfonction de la classe politique » ; entendez par là des politiciens *mazèt, kòkòb* entêtés dans leurs pratiques *tètanba*. Tel autre commentateur avance la même idée sous une formulation différente, plus élégante, heureuse il faut le dire : « les responsables, les élites et les structures organisées doivent se parler pour trouver la meilleure voie à prendre pour le bien-être collectif ».

L'absence de **leadership** est un thème récurrent. Ainsi, « de la grande mobilisation qui a failli emporter le président Jovenel Moise en septembre et octobre 2019, aucun **nouveau leader** n'a émergé ». On aurait compris que le contenu des revendications contre Jovenel Moise permettrait d'augurer des idées nouvelles, des orientations neuves « sur le point d'éclore ». [Point du tout] le **leadership** est encore naissant ». Une façon de dire *andaki* que *pa gen* leadership *menm*.

Un critique fait remarquer avec justesse : « Il devient urgent qu'on arrête de faire l'autruche en prenant enfin la résolution de **construire notre pays.** Quand allons-nous rallumer les flammes de l'espérance pour tous ceux qui rêvent d'un pays normal ? Un autre exprime, différemment, ce que des confrères et consœurs répètent à longueur de semaine: « Il faut urgemment reconsidérer les rapports sociaux en pensant à la **redistribution de richesses** avec un minimum d'équité ». Car, au demeurant, construire notre pays s'entend au sens de tout construire, y compris redistribuer les richesses. Redistribution des richesses, a-t-il dit ? Ah ! Ça, c'est un "gros «dit»".

Parler de **redistribution de richesses** dans le cadre de **construire notre pays** implique, à mon sens, ce que j'appellerais un **sous-dit**. En effet, il est difficile de redistribuer sans faire peur aux détenteurs de richesses qui justement les accaparent avec rage. Les Cubains, les Boliviens, les Burkinabè, les Vénézuéliens en savent long, l'Afrique *françafricaine* en sait long aussi. Alors – et c'est là que gîte le sous-dit – il y a là une question *sous-dite* : doit-on passer par un chemin socialiste, à la bolivarienne, à la bolivienne pour vraiment construire notre pays ? Est-ce que l'analyste a eu peur du mot socialisme ? Ni sous-dits, ni non-dits, nous voulons que ce soit de francs « dits ».

De quoi parle-t-on encore au cours de ces critiques ? On parle de « réforme de la classe politique […] parmi les axes stratégiques à aborder dans cette démarche [renforcement institutionnel] ». Pour être plus précis, il faut : «changer les paradigmes de politiques néfastes et séculaires ». La société haïtienne affligée de pesanteurs et tares postcoloniales n'en peut plus. Aussi, un éditorialiste estime qu'« il faut donc un **nouveau contrat social** pour un nouveau démarrage […] pour le changement de système, au-delà de toutes démagogies ».

« Notre conception du pouvoir doit être revue, notre manière de concevoir l'administration publique repensée », juge un éditorialiste, avec aplomb, avec raison. Dans la même ligne que le confrère du nouveau contrat social, il préconise « la nécessité d'un **nouveau contrat social »**, sans doute « une expression galvaudée par les politiciens et les affairistes de tous bords, mais qui garde tout son sens dans la crise aiguë que nous vivons actuellement, et qui devient comme dirait le philosophe Kant, un "impératif catégorique" ».

Pas un seul qui ne dénonce une « Crise politique aux conséquences désastreuses notamment pour **les couches les plus vulnérables »**. Il n'y a personne qui ne cesse de marteler qu'il compatit « à la douleur et aux souffrances des **victimes** de toutes sortes des derniers événements ». Tel *compatisseur* pose la question lapidaire sans laquelle aucun texte analytique ou synthétique ne fait de sens : « Quand allons-nous faire cas des **souffrances** de tout un peuple ? ». Tel autre *questionneur* du « système » se dit « attentif aux **souffrances des plus vulnérables** et des petits en promouvant leur développement intégral ».

Les mêmes « dits » et « sous-dits » me tombent sous les yeux, reviennent chaque semaine, sous une forme ou sous une autre, depuis plus d'un an. Tel politicien, vieux coq au bec ébréché de la basse-cour para-présidentielle conseillait, sans rire, de « faire du désaccord [avec l'inculpé, le corrompu Jovenel] une opportunité de s'entendre mutuellement » (sic). Au fil du temps, un éditorialiste a fini par se rendre compte, tout récemment, que : « L'instrumentalisation malhonnête de l'idée d'un dialogue interhaïtien et l'échec des tentatives en vue de réaliser un vrai *chita pale* montrent que les pratiques politiques ont besoin d'être dégrossies ».

Certains yeux ont eu fini par se dessiller : « Le président de la République[est] en perte de légitimité; lui et ses proches trop souvent éclaboussés par des scandales de corruption et de crimes de sang ; il ne détient plus l'autorité de pouvoir conduire un tel dialogue à caractère refondateur ». Pour pallier à la *dessillance*, on se réfugie dans le « passé glorieux d'un peuple [qui] a la capacité et l'ultime obligation de changer la donne ». D'autant que « Les ancêtres ont pu créer l'État d'Haïti en 1804 ». Mais voilà, « on n'arrive pas jusqu'à présent à fonder une nation unie, souveraine, prospère et solidaire ». Dommage !

Et voilà pour les « **dits** » : crise, leadership, nouveau leader, nouveau contrat social, redistribution des richesses, souffrances des plus vulnérables. Pour les « **non-dits** », j'avoue que je n'en ai jamais vu ou lu. En réalité, il s'agit d'un seul « non-dit » : le rôle du « **Blanc** » et de ses marionnettes au sein du Core Group. Depuis 1915, c'est **Zòt**, le « Blanc », qui détient le pouvoir décisionnel. Quasiment tous les politiciens ne sont que des fantoches. Pourquoi les commentateurs s'acharnent-ils donc à chercher midi à l'horloge des politiciens quand à la montre du « Blanc » il est passé quatorze heures.



Le Core Group : agents de Zòt qui lui-même détient la carte d'atout du jeu sinistre de Jovenel (1ère rangée, au milieu) reconnaissable à sa tèt kale.

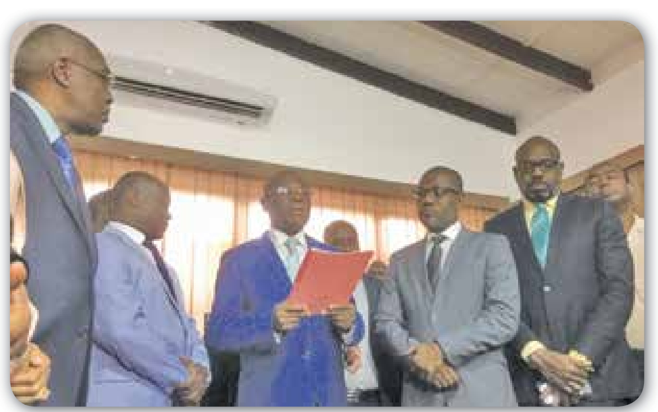
La pression, les flèches des commentateurs, des journalistes ne devraient pas se porter seulement sur Jovenel et ses cronies du pouvoir, mais surtout et **avant tout** sur **Zòt**. Personne n'a les couilles de jeter à la face du "Blanc" que s'il n'y avait pas de *soutireur*, il n'y aurait pas de voleurs, il n'y aurait pas de mecs corrompus. Les uns et les autres ne veulent pas déplaire au "Blanc", le *maître de la question*. Ils tiennent à leur renouvellement de visa, à protéger leur argent placé dans les banques USA, à être "en réserve de la république" dans les tiroirs du "Blanc". Ni déplaire à **Zòt** ni rejoindre la cause des masses, c'est là leur credo. Mais voilà: *nèg pito kite kò* (le "Blanc" qui tire les ficelles) *pou y al kriye nan pye sèkèy* (Jovenel la marionnette).

Comme je rêve d'un corpus journalistique *djanm*, d'une classe politique et d'une société civile conséquentes, lesquelles se décideraient à rejoindre les masses, à assiéger régulièrement l'ambassade étatsunienne ! Pacifiquement, ils montreraient leurs poings à Zòt, affichant des pancartes *pimanboukantes* qui le mettent au pied du mur, qui brandissent des slogans réclamant de lui que Jovenel s'amène avec sa corde, traînant avec lui tous les dilapidateurs des 3.8 milliards de dollars américains du fonds Petrocaribe, chacun d'eux avec sa corde. N'avait-il pas fomenté, le fameux Zòt, le coup d'État du 30 septembre 1991 ? N'avait-il pas organisé un certain kidnapping le 29 février 2004? Alors, *dekilakyèl* avec Jovenel et sa clique de corrompus ?

Malheureusement, la classe politique, la société civile, les politiciens *degrenngòch*, les intellectuels *tèt bòbèch*, les analystes timorés continueront à s'agiter, à appeler à la démission de Jovenel, à la nécessité d'un "nouveau contrat social", au "sens du compromis", à "l'urgence d'une table de concertation" et autres balivernes du même genre "pour éviter au pays de sombrer dans le chaos". Or, aussi longtemps que le "Blanc" n'aura dit *krik, pèsonn p ap di krak; nèg ap pito kite kò pou y al kriye nan pye sèkèy*. Quelle misère !

1er décembre 2019

Enstalasyon mèt Claudy Gassant nan inite anti-koripsyon (ULCC)



Enstalasyon mèt Claudy Gassant

Jodi madi 3 desanm 2019 la Minis Ekonomi ak Finans lan, Joseph Jouthe te enstale yon nouvo direktè jeneral nan inite anti-koripsyon (ULCC), se yon ansyen Komisè Gouvènman Pòtoprens , mèt Claudy Gassant, ki ranplase ansyen Majò Lame Ayiti a, David Bazil.

Men yon pati nan deklarasyon Claudy Gasant : « Mwen remèsye Prezidan Repiblik la, ekselans Jovenel Moise ak Premye Minis Jean Michel Lapin pou tèt yo mete konfyans yo nan mwen pou okipe pòs Direktè Jeneral ULCC a. Mwen pwomèt fè tout sa k posib dapre lalwa pou pèmèt peyi nou an konnen yon pi bon demen »

Nòt pou laprès travayè Pak Endistriyèl Sonapi yo !



Mobilizasyon ouvriye yo devan Pak Endistriyèl Sonapi

Nou menm ouvriye-ouvriyèz ki siyen nòt sa a, nap travay Pak Sonapi sou wout Ayewopò. Nou vin pouse rèl nou byen fò nan zòrèy sosyete a. Nou vin rele anmwe paske nou bouke, nou pa ka sipòte ankò.

Anmwe kont nouvo salè minimòm nan ki pi ba pase ansyen an. Anmwe kont yon dividal taks patwon yo ap pran sou salè tibèkiloz nou an chak kenzèn alòske nou pa janmm jwenn okenn sèvis.

Nou vin lanse yon SOS bay travayè parèy nou nan lòt antrepriz, bay òganis dwa moun, bay laprès, bay Ministè Afè Sosyal, bay polisye konsyan kap manifeste, pou vin pote nou sekou nan batay nap mennen jounen jodi a pou nou amelyore kondisyon lavi nou.

Pou zafè taks yo menm, se men nan machwè. Patwon ak mouche Leta pran 6 taks sou salè tibèkiloz la. Men lis taks yo pran chak kenzèn sou nou :

1 IRI # 2 ONA
3 CFGDCT # 4 CONAM # 5 CAS # 6 FDU

Kantite taks sa yo reprezante anviwon 30% nan salè nou. Yo rele sa : krim kont limanite. Apre plizyè rankont ak rasanbleman pami nou menm ouvriye-ouvriyèz nan Pak Sonapi, men desizyon nou pran.

Premyeman, nou vle yon bonjan ogmantasyon salè ki ka penmèt nou fè fas kare ak lavichè a. Pri tout pwodui gen tan monte : kous machin, manje, kay, elatriye. Salè 500 goud la pa vo pip tabak.

Dezyèmman, etandone paton yo touche lajan komann yo an dola ameriken, nou mande pou yo peye an dola oubyen otodijou. Gen patwon ki fè sa deja tankou antrepriz Sogener.

Twazyèmman, nou pap peye IRI ankò. Se Leta ki te pran desizyon sa a depi janvye 2018, lè minis finans la, Ronal Décembre te deklare nan laprès ak bouch pa li : ouvriye faktori pa nan peye IRI. Leta entèdi IRI pou ouvriye faktori. Dayè, anpil faktori gen tan aplike mezi sa a. Poukisa lòt patwon yo kontinye ap pran IRI ankò sou nou ? Nap pwofite mande patwon sa yo ranbouse nou tout lajan IRI yo te pran sou nou depi janvye 2018 rive jodi a.

Katriyèmman, taks yo pran pou ONA a pa prale nan ONA ankò. Tout moun konnen se grannèg ak gwo chabrak nan gouvènman an kap prete lajan ONA pa milyon san yo pa janm remèt. Alòske nou menm ki mèt lajan sa a, menm yon kanè nou pa ka rive fè, alewè pou nou ta jwenn lajan prete. Piyay la fini. Dezomè, nap ouvè yon kont labank pou kòb sa a. Se nou menm ouvriye kap jere lajan sa a ki se fon pansyon nou. Patwon ap ajoute 6% pa yo plis 6% pa nou epi nap jere sa nou menm. Se granmoun ki non nou. Nou ka jere tèt nou.

Senkyèmman, nou pap peye okenn lòt taks ankò jiskaske nou jwenn bonjan sèvis. Dayè, se patwon ki sipoze peye tout taks ak mago lajan yap ranmase sou do nou chak jou nan eksplwatasyon ak nan vòl tout kalte.

Ouvriye-ouvriyèz ! Kale je nou ! Veye lajan bonis/konje nou. Veye anwo, veye anba !

Pou Komite ouvriye nan Sonapi :

Anette Deshomme, Claudette Altéus, Etienne Joseph, Jolène Verna, Fabienne Dossous, Patricia Maxis, Rose Andrée Paul

Pòtoprens, 30 novanm 2019

Haïti : crime de lèse-développement

Par Christophe Wargny*

Du Chili au Liban, en passant par l'Irak, l'Algérie et d'autres, se lève un vent anticorruption. Comparé aux autres, Haïti cumule plusieurs handicaps : pas de matières premières, pas d'argent dans les caisses de l'Etat, pas de système fiscal efficace… Mais la même corruption.



Des manifestants réclamant la démission du président Jovenel Moïse, à Port-au-Prince, le 18 novembre. Photo Valerie Baeriswyl. AFP

Le traître, le film de Marco Bellocchio, occupe les écrans de nos cinémas. Un repenti mène les juges au cœur de la mafia sicilienne, puis à un procès si énorme qu'il faut bâtir une salle spéciale. Même protégés à grands frais, des témoins, des magistrats ou des journalistes laissent leur peau dans les procès anticorruption. L'autoroute explose au passage de la voiture blindée du juge Falcone.

En Haïti, les juges ne sont protégés de rien. Par peur ou par habitude, ils s'en prennent rarement aux puissants. Les voleurs de mangues peuvent croupir des mois en prison faute d'instruction, les dealers n'y traînent pas longtemps, l'instruction des gros poissons s'enraie dès les premiers interrogatoires. Les deux rapports 2019 de la Cour des comptes n'en sont que plus inattendus et méritoires. Ils rapportent. Utilement. Mais ne jugent pas.

Faisons simple : Le Venezuela et des Etats du Caricom (la communauté caribéenne) ont créé le fond Petrocaribe. Une part de la facture pétrolière



Des pillards autour d'un camion de marchandises mis à sac en marge d'une manifestation réclamant la démission du président Jovenel Moïse, à Port-au-Prince, le 19 novembre. Photo Jeanty Junior Augustin. Reuters

se paie cash, le reste à crédit, à bas coût et long terme. De quoi soutenir des projets de développement en Haïti. Ces facilités ressemblent à des ristournes consenties par le fournisseur. Depuis 2008, somme investie dans les projets : 3 milliards d'euros sur dix ans. Pas rien ! L'équivalent d'un budget annuel d'Haïti. Investis ? Non, en fait détournés par une partie de la classe politique, à coups de projets bidon et de marchés opaques. Ont émargé des hauts fonctionnaires, des ministres, à commencer par les Premiers, et deux présidents de la République, le précédent et l'actuel, Jovenel Moïse. Il s'agit du hold-up le plus rémunérateur de l'histoire d'Haïti, qui n'en manque pas. Jean-Claude Duvalier, entre 1971 et 1986, apparaît comme un gagne-petit : il n'avait escroqué qu'un petit milliard aux dépens des projets de développement des bailleurs internationaux.

La protestation dure depuis des mois. Le régime y répond d'abord par la répression, alternant les gaz et les balles réelles : des dizaines de morts chez les manifestants, des menaces contre ceux qui enquêtent. Les gros bâtons et les gros bras laissent parfois place à des propositions de dialogue. Quelques bons samaritains parlent de «conseil national de transition» ou des «états généraux de la nation». Pour négocier sur quoi ? La population exige le départ et la traduction en justice d'une mafia qui s'accroche aux postes clés.

Jamais la situation n'avait atteint pareil paroxysme d'incertitude et de dénuement depuis le coup d'Etat de 1991, ou l'après-séisme de 2010. Le pays est à l'arrêt. Les communications souffrent des barrages routiers et les écoles sont fermées. Habitué depuis des lustres au mode survie, Haïti approche du collapsus. Le PIB stagne quand la population augmente. La gourde s'effondre. Les importations renchérissent les prix, l'agriculture locale, premier employeur, peine. L'approvisionnement en pétrole est irrégulier, l'électricité un luxe. Les deux tiers de la population vivent avec 2 euros quotidiens quand 1% détient 40% des richesses. Chacun rêve d'émigration.

Haïti vit depuis des mois sans gouvernement : troisième année sans vote du budget. Impasse totale que la communauté internationale, parfois prompte à intervenir dans ce pays qui peine à s'appartenir, paraît ignorer. Ou pire, entériner. Les Haïtiens ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour casser le système hypocrite et monstrueux qui se maintient. De basse intensité depuis longtemps, la lutte des classes se rapproche-t-elle de l'affrontement ?

L'ONU a certes dénoncé une répression disproportionnée. La communauté internationale – qui signifie d'abord Etats-Unis et Union européenne – se borne à des appels lénifiants au dialogue et à la concorde. Trump ne range-t-il pas Haïti, en 2018, dans «les pays de merde», selon sa propre expression ? A quoi le Premier ministre haïtien répondait qu'il ne pouvait avoir dit une chose pareille. Ah, servitude, quand tu nous tiens !

Non-intervention dans les affaires internes d'un pays souverain ? Un principe combien de fois bafoué depuis la première élection vraiment honnête de l'histoire d'Haïti, en 1990 ? Coup d'Etat soutenu par les Etats-Unis en 1991, récidive franco états-unienne en 2004, installation dans la foulée d'un exécutif docile, et d'une force «stabilisatrice» de l'ONU, modification du classement des candidats après le premier tour des présidentielles de 2011. Sans compter toutes les missions destinées à renforcer la justice (qui existe si peu) et l'état de droit, dont les conclusions remplissent les archives. Manque un audit de toutes les missions et coopérations, depuis quarante ans, dont on cherche en vain les traces dans les institutions ou sur le terrain ? Où sont passés les flux ininterrompus de conseils aux institutions et de projets financés sur papier, mais moins sur terrain. Pourquoi jamais, ou presque, de vérification ?

Du Chili au Liban, en passant par l'Irak, l'Algérie et d'autres, se lève un vent anticorruption. Haïti cumule, comparé aux autres, plusieurs handicaps : pas de matières premières, pas d'argent dans les caisses de l'État, pas de système fiscal efficace, pas d'enjeu stratégique majeur. Tant que le désastre social, écologique et migratoire est contenu, pourquoi s'en soucier ? Conséquence : on parle peu de ce pays-là, on attend la catastrophe tectonique ou systémique pour y songer.

Les grandes puissances préfèrent les fripouilles qu'ils connaissent à de nouveaux interlocuteurs, surtout des révoltés. On peut compter, après coup, sur leur réalisme. Le fameux pragmatisme. Ce qui ne laisse aux Haïtiens qu'un choix : chasser les prédateurs du sommet de l'Etat et tenter de construire l'alternative. Déjà, l'omerta, la loi du silence, a été brisée.

Une suggestion à l'adresse des parrains habituels d'Haïti : pourquoi pas, à la manière des Italiens, soutenir un pool de juges antimafia ? Poursuivre la corruption, ce crime contre le développement ? Construire à Port-au-Prince, qui manque tellement de bâtiments publics, une vaste salle équipée, au profit des profiteurs de Pétrocaribe, de leurs défenseurs et accusateurs, des journalistes et du public ? On pourrait, au préalable, sur écran géant, au Champ de Mars ou ailleurs, projeter le film de Bellocchio. Enfin une goutte concrète de justice face aux délinquants politiques ou économiques. Une vraie coopération. Et une première dans l'histoire bicentenaire du pays.

*Universitaire, auteur de différents ouvrages sur Haïti

Libération 25 novembre 2019

Haïti : l'écran humanitaire



Lors d'une manifestation demandant la démission du président Jovenel Moise, le 18 novembre. Photo Valerie Baeriswyl. AFP

Par Frédéric Thomas *

L'humanitaire est une nouvelle fois « la réponse » de l'international à la crise haïtienne. Une stratégie de pourrissement qui témoigne avant tout de la complicité avec le régime en place et contourne l'exaspération sociale des habitants.

« Crise humanitaire ». La formule, insistante, revient avec force ces derniers temps pour dire la situation en Haïti. Plus d'un Haïtien sur trois est en insécurité alimentaire, 2 millions d'enfants ne sont pas scolarisés depuis la rentrée, les médicaments manquent et les hôpitaux sont fermés. Les faits et les chiffres s'égrènent, l'urgence s'impose. La « communauté » internationale s'agite et tire la sonnette d'alarme. Les Etats-Unis ont envoyé, début novembre, un navire-hôpital de la marine, tandis que la France vient de voter le doublement de l'aide alimentaire.

L'humanitaire est la réponse de l'international à la crise haïtienne. Une crise dont il est en partie responsable et qu'il continue d'alimenter, en appelant encore et toujours à un « dialogue sans condition » avec le président Jovenel Moïse, mis en cause dans le dossier de corruption Petrocaribe. Depuis juillet 2018, dans un contexte de dégradation des droits et des conditions de vie, le peuple haïtien s'est soulevé. Les manifestations et barricades se succèdent, au point de bloquer régulièrement le pays, pour exiger la démission du Président et ouvrir la voie à une transition.

Pour les Haïtiens, aucun doute : sans le soutien des institutions internationales et des pays occidentaux – dont, au premier chef, les Etats-Unis –, leur président, décrédibilisé, en butte à un rejet massif de la population, serait déjà tombé. L'aide humanitaire et le dialogue, imposés par l'international, témoignent avant tout de la complicité avec le régime en place. Ils correspondent à sa stratégie de pourrissement, contournent l'exaspération sociale, et tendent à assurer le statu quo.

L'écran humanitaire

Sous le regard humanitaire, les choses vont enfin reprendre leur place, et l'ordre – fût-il illusoire – revenir. Les Haïtiens – les femmes et les enfants d'abord –, seront les victimes, passives et impuissantes, de la corruption endémique des pays du Sud, sinon de la fatalité. Nous, en venant une nouvelle fois en aide envers ces malheureux, nous reprendrons notre tâche héroïque et habituelle de sauver des vies. Le rapport du sauveur « blanc » et de la victime « noire » viendra confirmer l'évidence de cette division du travail. Voilà qui dessine une situation déjà vue, simple et efficace, directement compréhensible.

Soit tout le contraire du soulèvement actuel. Les Haïtiens et Haïtiennes sont descendus dans la rue pour lutter contre la corruption et les inégalités, réclamer justice et changement. Cela demande un triple effort de compréhension. D'abord se départir du regard néocolonial, qui fait du peuple haïtien une masse amorphe et impuissante. La bataille de Vertières en 1803 n'a jamais existé. Ensuite, être à la hauteur de ces voix et revendications qui demandent d'être entendues, et portent une vision politique. Enfin, le plus difficile peut-être : se remettre en cause. Car, au-delà de leur Président et de leur classe dirigeante, les manifestants haïtiens visent un système, que les institutions internationales et les pays occidentaux ont contribué à mettre en place, et que, face à la menace du « chaos », ils soutiennent.

La révolte sociale

L'aide internationale permet de quitter notre position inconfortable de responsables, de ne nous embarrasser ni d'histoire ni de la parole des Haïtiens – « on n'y comprend rien » de toute façon –, pour revenir à une attitude-réflexe, où la seule action possible est celle qui met à distance et les acteurs et la révolte, redevenus les victimes d'une tragédie. On répond, en humanitaires, à la faim, pour ne pas avoir répondu aux massacres de La Saline et de Bel Air, et pour ne pas avoir à entendre la colère des Haïtiens et Haïtiennes.

La crise en Haïti est le fruit de politiques, d'inégalités et d'acteurs (nationaux et internationaux) qui font système. Chaque jour qui passe, avec Jovenel Moïse à la tête de l'Etat haïtien, enfonce le pays un peu plus dans le marasme, hypothèque tout avancée, et augmente le risque que le sang coule à nouveau. Lorsque l'on ne sait pas quoi faire, lorsque, surtout, on ne veut rien faire, l'aide humanitaire est la meilleure « solution ». Sous le couvert d'une agitation spectaculaire, avantageusement relayée par les médias, elle offre une échappatoire commode à l'inaction et à la complicité.

Tendez l'oreille, ouvrez les yeux : les Haïtiens n'appellent pas au secours. Ils luttent, parlent d'égalité et de liberté, d'un monde à changer. L'urgence en Haïti est moins celle d'une aide internationale que la fin d'un statu quo, qui condamne le pays à dépendre de l'aide. Or l'humanitaire est partie prenante de la reproduction d'un système avec lequel, justement, les Haïtiennes et Haïtiens veulent rompre.

*Frédéric Thomas, docteur en Sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental

Libération 27 Novembre 2019
CETRI 28 novembre 2019

Jovenel Moïse rêve-t-il devenir un « kansonfè » !

Quand on se dit observateur, analyste ou spécialiste politique d'un pays, cela suppose qu'on ait une connaissance parfaite, tout au moins globale de l'ensemble des données relatives à la société de ce pays. La connaissance de la classe sociopolitique haïtienne demeure l'élément clef pour comprendre et faire comprendre les tenants et aboutissants des conflits politiques et sociaux qui secouent ce pays. Certains, peu imbus des faits politiques haïtiens bien qu'ils vivent au quotidien et à longueur d'années les crises politiques à répétition en Haïti, se sont étonnés de notre Tribune N° 90 d'il y a trois semaines, intitulée : Table de Concertation, un répit pour Jovenel Moïse. D'après de nombreux appels et autres remontrances que nous avons reçus de la part de certains de nos amis, des membres de l'opposition et même des proches du pouvoir, notre analyse de la situation avait tout faux. Pire, selon tous ces partisans et opposants d'une crise qui les dépasse, cette Tribune a été la preuve que nous avons pris position soit pour l'opposition soit pour le Président Jovenel Moïse qui reste accroché au pouvoir.


Jovenel Moïse

Il se trouve que les deux camps se sont eux aussi trompés. La vérité, c'est qu'ils n'y ont rien compris non plus. Sauf que les faits vont parler à notre place. Trois semaines après la parution de cette Tribune tant incriminée, tout le monde s'accorde à dire et à reconnaitre que c'est incontestable : le chef de l'Etat est non seulement revenu au devant de la scène mais il a quasiment repris le contrôle total de la vie politique et administrative du pays en reléguant les membres de l'opposition au rôle d'assistants et d'observateurs attentistes. Attention, on n'a pas dit qu'il a repris le contrôle du pays. Cela est une autre paire de manche. Car le contrôle d'un pays, d'un Etat ou d'un Territoire exige qu'on garantisse non seulement la sécurité publique et la sécurité individuelle des citoyens qui y habitent, mais que les autorités représentatives assument et assurent leur pleine responsabilité sur cette entité collective. C'est leur premier devoir envers les citoyens placés sous leur autorité et leur protection. Aujourd'hui, en décembre 2019, tel n'est pas le cas pour le Président Jovenel Moïse, encore moins pour l'opposition haïtienne qu'elle soit radicale ou modérée.

Dans chaque ville, dans chaque département, certains quartiers ou territoires échappent totalement au contrôle des uns et des autres. Les gangs armés qui opèrent sur les routes nationales ou sur les barricades n'appartiennent à personne, donc à tout le monde. Dans une prochaine Tribune, nous reviendrons sur cet aspect. En attendant, restons sur le retour du Président Jovenel Moïse qui, incontestablement, revient de loin après plus de deux mois et demi d'un pays totalement bloqué, ce que l'opposition et les citoyens appellent « Pays Lock ». Pour de vrais observateurs ou ceux ayant une connaissance générale de la vie sociologique et politique d'Haïti, il y a quelques jours encore l'opposition avait pratiquement gagné la partie sur le pouvoir. Elle était aux portes du Palais national ; un édifice que le locataire en titre avait fui par peur de se faire déloger par surprise à n'importe quel moment. En suivant le déroulé des deux mois de mobilisation sans arrêt contre l'élu du PHTK, personne n'avait de doute sur la chute imminente du Président Jovenel Moïse.

Tout le pays s'attendait à l'annonce officielle soit pour l'exil soit de démission du chef de l'Etat. Mêmes les partisans du Président se préparaient à cette éventualité. La situation était telle qu'il fallait un miracle, nous disait un proche du Palais, pour que le Président reste en place. Quant aux responsables de l'opposition plurielle, en clair les opposants de tout bord, pour eux les dés étaient jetés. Ils espéraient qu'un avion « blanc », suivez notre regard, vienne chercher l'encombrant colis pour l'emmener loin de la terre d'Haïti ou que celui-ci, discrètement, quitte la présidence en laissant derrière lui une lettre dans laquelle il explique les raisons de sa démission. Le miracle a bien eu lieu, mais en faveur du chef de l'Etat. Lorsqu'au bord du gouffre, il apprend que l'opposition radicale accepte d'entrer en pourparlers avec une nouvelle entité fraichement formée dénommée « Passerelle ».

A partir de cet instant, comme nous le disons très clairement dans la Tribune N° 90, c'en était fini pour l'opposition radicale et le répit tant voulu et attendu par le pouvoir était enfin arrivé. Or, en politique et dans toutes actions entreprises, il y a ce qu'on appelle le « Momentum ». En Haïti, il se trouvait entre les mois de septembre, octobre et le début du mois de novembre 2019, toutes les conditions étaient rassemblées par l'opposition pour renverser le Président Jovenel Moïse. C'était le « Momentum », c'est-à-dire si l'on prend en compte la définition de ce mot dérivé du latin qui signifie : instant, période, moment, dynamisme, enthousiasme, etc, on comprend que plus rien ne pouvait arrêter l'avancée inexorable de l'opposition vers le pouvoir. Mais, il y a eu ce grain de sable créé de toute pièce qu'on appelle « Passerelle » que l'histoire finira par révéler un jour qui était à l'origine de la création de ce contre-feu. Et tout s'arrête net. Or, dans la marche de l'histoire, toute société, tout individu fonctionne de la même manière. Il a besoin d'un fil rouge, d'un fil conducteur, un élément capable de l'orienter vers une destination, qu'importe le lieu ou la finalité ; il faut qu'il soit orienté.

Les millions de gens ou de manifestants qu'on a vus défiler dans les rues de Port-au-Prince et à travers le reste du pays durant les périodes de « pays lock » n'ont pour la plupart, et l'on est presque sûr, rien à voir avec l'opposition et encore moins avec un Nènèl Cassy, un Youri Latortue, un Evallière Beauplan, un Jean-Charles Moïse ou un Don Kato (Antonio Cheramy), le célèbre sénateur de la 50e législature qui a mis en échec les projets du Président Jovenel Moïse d'avoir un Premier ministre ratifié au Parlement. Mais, ces milliers de gens, ces protestataires suivaient le courant du moment, le « momentum » auquel nous faisions allusion plus haut pour accompagner les leaders de l'opposition qui juraient et jurent encore, d'ailleurs, de chasser le successeur de Michel Martelly du Palais national. En sciences politiques, on appelle cet engouement simultané et instantané de la population : la dynamique de foule. C'est une réaction proche à l'instinct de survie et propre à tout être vivant.

Durant cette période de haute tension politique venue de l'opposition et comme on le trouve dans chaque mouvement de mobilisation ayant pour finalité la prise de pouvoir ou conquête, la population qui est en général un élément en perpétuelle observation s'agglutine ou se penche du côté de la force la plus dynamique. Là encore, on doit se rappeler ce que disent les théories de sciences politiques, ce n'est pas forcément que les peuples soutiennent les forces d'une occupation étrangère de leur pays, mais ils s'accommodent à la réalité et d'où vient la dynamique. En France, pendant la seconde guerre mondiale et dans bien d'autres pays conquis par les soldats de l'armée nazie, la population faisait un accueil triomphal à Adolf Hitler. Pourtant, ces populations étaient foncièrement antinazies. Ils accueillaient leurs bourreaux à bras ouverts avec l'espoir de bénéficier de leur clémence. Même du temps de la révolution haïtienne et de la guerre de l'indépendance, certains leaders mulâtres proches de la politique appliquée dans la colonie avaient, par pur opportunisme et entraînés par la dynamique de victoire qu'avait initiée le général Jean-Jacques Dessalines, rallié le courant de la Révolution pour ensuite l'assassiner après l'indépendance.

La reprise en main de la situation par le Président Jovenel Moïse qui a su profiter du répit qu'a apporté la signature de l'Accord de Marriott n'a rien d'étonnant pour ceux qui analysent et observent de manière objective les conjonctures politiques. Les stratèges politiques de l'opposition se sont faits avoir comme des « bleus » ou des bébés impatients d'avoir leurs biberons. Il faut avoir le courage d'appeler : un chat un chat et des politiciens mazèt des mazèt ; c'est un échec cuisant pour l'opposition qui assiste impuissante à la remontée spectaculaire de Jovenel Moïse dans l'opinion depuis trois semaines. Certes, le Président de la République marche encore sur des œufs. Il sait que la partie est loin d'être gagnée. Mais les faits sont là. La présidence se remet petit à petit en marche et au travail même si c'est une façon de voiler les yeux de la population et de la convaincre que l'opposition est pour le moment KO.

Les quelques actions et décisions prises ces jours-ci par le pouvoir sont les signes explicites d'un retour à la normale de la vie publique. Des signes non négligeables dans cette conjoncture sont à signaler. Primo, les récentes visites des diplomates de l'Administration américaine dans la capitale haïtienne relative à la crise où tous les acteurs qui comptent ont été reçus en audience doivent être prises en compte sur l'assurance, certes relative, du chef de l'Etat de montrer ses muscles dans bien des dossiers. Bien sûr, certains leaders politiques radicaux n'ont pas été invités ou n'ont pas fait le déplacement pour serrer la main des envoyés spéciaux du Département d'Etat (Ministère des affaires étrangères). N'empêche, leur absence ou leur présence n'auront rien changé à la détermination du gouvernement américain à soutenir à la limite du bon sens le Président haïtien dans ses difficultés. Les déclarations des diplomates américains sont sans équivoque, Washington ne veut pas entendre parler de la démission ou du départ du Président Jovenel Moïse. Il ne souhaite qu'une chose : le dialogue. Or, les autorités fédérales américaines savent pertinemment que la majorité des chefs de l'opposition n'entendent s'asseoir avec l'occupant du Palais national.

Ces visites confortent la position de la présidence haïtienne qui en profite pour prendre certaines décisions suscitant beaucoup de commentaires et même des inquiétudes pour l'avenir démocratique du pays selon une série d'organisations du Secteur des affaires, entre autres l'Association des Industries d'Haïti (ADIH), la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti (CCIH), etc. En effet, les discours du Président Jovenel Moïse sur la problématique des gangs armés qui empoisonnent la vie des citoyens inquiètent plus d'un. Surtout, la façon dont le Président de la République entend résoudre cette affaire de gangs qui tuent et pillent en plein jour étrangers comme nationaux à travers le pays et surtout à Port-au-Prince. Si l'on suit les regards de Jovenel Moïse, les forces de l'ordre ont pratiquement le feu vert pour tuer sans sommation tous ceux qui sèment la terreur sur le territoire. Or, ce genre de discours peut semer la confusion et engendrer une sorte de chasse aux sorcières avec pour conséquence un amalgame entre opposants politiques et gangs armés dans un pays où tout se confond.

Si la justice ne joue plus son rôle de contre-pouvoir, l'arbitraire devient la norme, l'on n'est plus dans un Etat de droit et on peut dire bonjour à la dictature et à l'autoritarisme. Le danger dans ce contexte est la faiblesse de l'opposition depuis les rencontres de l'hôtel Marriott, l'échec des manifestations du 18 novembre et l'absence d'alternative convaincante pour reprendre la mobilisation contre le pouvoir redonne de la confiance au chef de l'Etat. Secundo, l'opposition plurielle et radicale est prise sous le feu croisé des pressions de divers secteurs de la société nationale demandant une trêve hivernale pour les fêtes de fin d'année. Même dans son propre camp, il y a des voix qui se lèvent pour réclamer une pause. Le Parti politique du sénateur de l'Artibonite, Youri Latortue, Artibonite An Aksyion (AAA), un pilier dans la lutte contre le pouvoir, a sollicité ouvertement une trêve afin de permettre à la vie de reprendre dans la Cité de l'indépendance, soulignent les responsables de ce Parti aux Gonaïves. Même si son leader Latortue ne dit rien, on doute fort qu'une telle déclaration soit faite sans l'accord de ce chef incontesté de AAA et de l'opposition.

D'un autre côté, le Président Jovenel Moïse est sous la pression d'un ensemble de secteur de la société civile, de la presse conservatrice, du monde de l'éducation et des groupes politiques amis qui insistent pour qu'il reprenne en main la situation afin de permettre la réouverture des classes si possible dès ce mois de décembre après près de trois mois de fermeture forcée suite à l'opération « pays lock ». Du coup, le Président se retrouve conforté dans son rôle de premier « citoyen de la Nation » et que, par obligation, il se doit d'entreprendre des actions en vue de la réouverture des classes au plus tard en janvier 2020. Outre le secteur de l'éducation qui presse le chef de l'Etat à prendre des mesures allant dans ce sens, des formations politiques même insignifiantes soient-elles jouent aussi la carte du pouvoir. Elles encouragent le gouvernement et particulièrement le chef de l'Etat, le garant de la bonne marche des institutions à œuvrer dans le sens d'ouverture du dialogue inclusif avec l'opposition.

Mais, les responsables de ces minuscules Partis politiques appellent surtout à une trêve politique. Ils s'adressent plutôt aux leaders de l'opposition qui ont toujours refusé tout dialogue avec le Président Jovenel Moïse après plusieurs tentatives de celui-ci de les rencontrer. Le vendredi 29 novembre 2019, jour d'anniversaire du massacre de la ruelle Vaillant, date de la première élection post-Duvalier en 1987, les responsables de la Ligue Haïtienne pour Sauver Haïti (LHSH), parmi eux Lydent Garnier, Président de cette formation, s'en sont pris aux responsables de l'opposition radicale en les exhortant de prioriser les intérêts du pays. Il leur demande de favoriser un climat de paix et de sécurité afin que la vie reprenne son cours dans le pays. Quant à Alix Bourcicault qui se présente comme le Porte-parole de cette Ligue Haïtienne pour Sauver Haïti, il réclame une trêve en vue d'établir un climat propice au dialogue. Avant cette sortie, une autre organisation politique du nom de Tête Ensemble pour le Sauvetage Haïtien (TESH), dans une note de presse datant du mercredi 27 novembre 2019, avait appelé elle aussi au dialogue inclusif mais inter-haïtien. «Toute société qui se veut civilisée doit privilégier le dialogue au détriment de la violence aveugle. Même dans les guerres les plus meurtrières, à un moment donné, les belligérants se voient obligés de s'asseoir autour d'une table pour négocier la fin des hostilités » notent les dirigeants de ce Parti inconnu pour le moment du grand public.

En vérité, si tous ces Partis politiques sortent du bois et montent au créneau prenant le prétexte de dialogue, c'est une façon de pousser le Président Jovenel Moïse à

suite à la page(19)

Haitian-Born U.S. Marine Accused of Illegally Trafficking Arms to Hait



U.S. Marine Sgt. Jacques Duroseau during a marksmen tournament in Australia in May 2016.

by Kim Ives

The U.S. Department of Homeland Security (DHS) has charged active duty U.S. Marine marksman instructor Jacques Yves Sebastien Duroseau, 33, of illegally smuggling firearms from the U.S. to Haiti in a criminal complaint filed on Nov. 27, 2019 in North Carolina's Eastern District Court.

On Nov. 12, Duroseau flew to Port-au-Prince on American Airlines Flight 949 from Miami International Airport and attempted to pass through customs with six pieces of luggage that contained eight weapons: three assault rifles and five handguns. Haitian police arrested him, and a Croix-de-Bouquets court charged him with illegally importing arms. For security reasons, authorities are not holding him in that town's prison but rather the smaller jail at the Brigade for Fighting Drug Trafficking (BLTS) in Tabarre.

The case of Duroseau, who is Haitian born, stands in sharp contrast to that of seven foreign white mercenaries whom Haitian police also captured in downtown Port-au-Prince on Feb. 17 with a cache of 12 firearms and other weapons and military gear. In their case, U.S. authorities intervened, not to charge them with a crime, but to illegally spring them from a Haitian jail and whisk them back to the U.S., where they were never charged with illegal arms exporting. Most of the seven "contractors" flew in on a private jet at dawn and illegally evaded Haitian immigration and customs.



Jacques Duroseau under arrest at the Port-au-Prince airport on Nov. 12, 2019. He is still in jail in Haiti.

A joint investigation by Haïti Liberté and The Intercept revealed that the mercenaries' first mission was to take $80 million from an escrow account belonging to the Venezuelan government held in Haiti's central bank and transfer it to an account controlled by President Jovenel Moïse. The escrow account was filled with revenues from Venezuela's sale to Haiti of petroleum products under the PetroCaribe deal, signed in 2006, that ran until 2018.

In the U.S., the illegal export of arms is a crime punishable by up to 20 years in prison. In Haiti, the illegal import of arms carries up to a 15 year sentence.

The U.S. Naval Criminal Investigative Services (NCIS), a civilian law enforcement agency tasked with investigating threats to the U.S. Navy and Marine Corps, immediately began investigating Duroseau's actions on Nov. 13, conducting a trace on his smuggled firearms' serial numbers, rummaging through the trash at his home by the Camp Lejeune Marine Base near Jacksonville, NC on Nov. 15, and finally interviewing him in Haiti on Nov. 23.

According to the complaint, Duroseau told the NCIS investigators that he had gone to Haiti to help "defeat the thugs that have been creating a little bit of part of the instability" in the country, which has been engulfed by almost weekly anti-Jovenel demonstrations since July 2018.

Duroseau also said that he had planned to be arrested for bringing the weapons into Haiti in order "to gain a platform to make a statement" and garner "the attention I need." This assertion is belied by the fact that he became very agitated at the airport when Customs officers began demanding to open his three suitcases and three plastic cases, containing guns, ammunition, and body armor, which is also illegal to export without a license.

But Duroseau conceivably might have needed attention if indeed his longer term plan was to train the Haitian Army and become the President of Haiti, as asserted to the NCIS by his accomplice, identified in the complaint only as "KI," an inactive Marine Sergeant with the Marine Corps reserve. "KI," wearing a Marine Corps Battle Dress Uniform with the rank of Captain, accompanied Duroseau to the Coastal Carolina Regional Airport in New Bern, NC on Nov. 11 (Veterans Day in the U.S.). This was likely, according to the complaint, "to gain a benefit or obtain preferential treatment at the airport on Veterans Day," when "American Airlines offers complimentary checking of up to three bags for military personnel." (Duroseau also had a counterfeit Marine Lt. Col. uniform with his name on the name-tag packed in his luggage.)

"KI" took notes and helped Duroseau check the six bags which traveled with him to first Charlotte, NC, then Miami, and finally Haiti the next day. Duroseau did not have the required permission from the Marines to travel abroad.

"KI" also told NCIS that Duroseau "called American Airlines about bringing the firearms on the plane" and filled out the necessary AA declarations that he was carrying unloaded weapons in his luggage.

"KI continued to say that Duroseau was in contact with the U.S. Embassy in Haiti to tell them that he wanted to be President of Haiti," the complaint says.

A criminal complaint is just a statement of the essential facts of an offense to be charged, made under oath by a law enforcement official. It can then be brought by prosecutors before a grand jury, at which time a formal indictment can be made. The North Carolina filing was not an indictment, as some press reports initially stated.

The U.S. has maintained a 28-year arms embargo against Haiti since 1991, during the first coup d'état against President Jean-Bertrand Aristide. Ironically, on the very day of Duroseau's arrest, President Moïse, at a private dinner with 10 businesspeople, said that "that the U.S. was lifting the arms embargo," according to the Miami Herald. The Herald could not get confirmation of the statement from the U.S. State Department.

Duroseau had one Beretta, one Armscor, and three Sig Sauer handguns in his luggage as well as three sophisticated combat and sniper rifles: a Spikes Tactical ST15, a Spring Field Armory Saint, and a Precision Ruger 300WIN MAG. NCIS investigators found proof that Duroseau purchased at least five of the eight guns between 2015 and 2019 in North Carolina and Virginia. He told NCIS that he had "picked every gun."



One of the military assault rifles that Duroseau tried to smuggle into Haiti



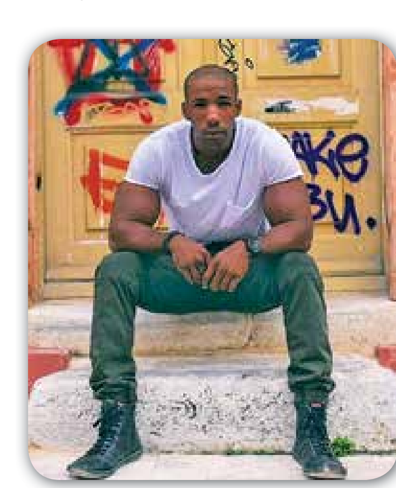
Duroseau tried to smuggle five handguns into Haiti: a Beretta, an Armscor, and three Sig Sauers

DHS Special Agent Charles J. Kitchen ended his complaint to U.S. Magistrate Judge Robert T. Numbers II by asking that "the Court issue a warrant ordering [Duroseau's] arrest" for "smuggling firearms from the United States."

Although born in Haiti on May 19, 1986, Duroseau was a naturalized U.S. citizen and finished high school in Brooklyn, NY in 2006 and then returned to Haiti for college, according to a 2016 profile article about him on the U.S. Marines' website.

"Duroseau was stuck inside of his own house for four days, pinned between two walls," the article recounts. Three months after being rescued from his brush with death, Duroseau returned to the U.S., and "as soon as I flew back I spoke to a [Marine Corps] recruiter," he told the article's author.

He went on to excel as a marksman. In May 2016, he traveled to Australia with the Marine Corps Shooting Team to participate in a multinational tournament evaluating military marksmen's skill with firearms against their peers. At the time, Duroseau was a sergeant. The Marine Corps has not yet made public what his current rank is.



Jacques Duroseau's plan was allegedly to train the Haitian Army and become Haiti's President

L'INTERVIEW DU PRÉSIDENT BACHAR AL-ASSAD AU MAGAZINE FRANÇAIS PARIS MATCH



Le journaliste français Régis Le Sommier écoute attentivement aux propos du président syrien Bashar al-Assad

Par Régis Le Sommier & Bashar al-Assad

Le président Bachar al-Assad a affirmé que la guerre contre le terrorisme en Syrie n'était pas encore terminée malgré la progression considérable accomplie, ajoutant que le terrorisme existe toujours dans les régions du nord et que le soutien fourni aux terroristes se poursuit de la part de la Turquie, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France.

Dans une interview accordée au magazine français « Paris Match », le président al-Assad a indiqué que la présence des forces françaises sur le sol de la Syrie sans l'accord de son gouvernement constitue une occupation et une forme de terrorisme.

Le président al-Assad a fait savoir qu'il n'existe aucune coopération entre la Syrie et les Etats-Unis car la Syrie ne peut pas coopérer dans la lutte contre le terrorisme avec ceux qui le soutiennent, soulignant que Bush avait tué un million et demi d'Irakiens sous le titre de démocratie et que Sarkozy avait contribué au meurtre des centaines de milliers de Libyens.

Le président al-Assad a souligné que tous les terroristes dans les zones contrôlées par l'Etat syrien seront soumis à la loi syrienne.

Voici le texte intégral de l'interview :

Journaliste : Il y a cinq ans presque jour pour jour que je vous ai rencontré. C'était en novembre 2014, votre gouvernement ne contrôlait plus qu'un tiers du pays. Aujourd'hui vos armées sont de retour à la frontière turque. Avez-vous le sentiment d'avoir gagné la guerre ?

Le président : Je voudrais être très précis sur ce point. Ce n'est pas ma guerre, que je la gagne ou que je la perde. La version occidentale tentait de la présenter comme la guerre du président qui cherchait à garder son poste. C'est une guerre nationale, celle des Syriens contre les terroristes. C'est vrai que depuis, comme vous l'avez dit, nous avons beaucoup avancé, mais ça ne veut pas dire que nous avons gagné. Nous vaincrons lorsqu'il n'y aura plus de terrorisme. Or, le terrorisme existe toujours dans des régions du nord. Ce qui est encore plus dangereux, c'est qu'il bénéficie toujours de soutiens de la part de la Turquie et des pays occidentaux, que ce soit les Etats-Unis, la Grande Bretagne, et notamment la France. Il est donc encore tôt pour parler de victoire.

Journaliste : Vous pensez honnêtement que la France continue de soutenir les terroristes ?

Le président : Evidemment. Ils ont envoyé des armes par le passé. Je ne sais pas si au cours des derniers mois, ou peut-être l'année dernière, il y a eu un vrai changement à ce sujet. Nous ne disposons pas de données actuellement. Mais regardons les choses dans leur contexte général. Lorsque les forces françaises viennent en Syrie sans y être invitées par le gouvernement légitime, c'est de l'occupation. Il n'y a pas une grande différence entre le soutien du terrorisme et l'acheminement de forces militaires dans le but d'occuper un pays, le contexte est le même.

Journaliste : Mais les français sont venus en appui des Kurdes qui combattaient Daech, c'était le sens de leur mission.

Le président : Mais est-ce que nous pouvons envoyer des forces syriennes en France pour combattre le terrorisme, en France, sans y être invitées par le gouvernement français ? Seul le droit international régit le comportement des états dans le monde, pas les intentions. Il ne suffit pas de vouloir combattre le terrorisme, il faut observer les règles internationales pour le faire. Bien sûr, je suppose que, dans ce cas-là, les intentions sont bonnes ; mais nous n'y croyons pas vraiment. Le gouvernement syrien combattait Daech. Pourquoi ne pas avoir soutenu le gouvernement syrien ? Pourquoi les gouvernements français combattent-ils Daech, alors qu'ils soutiennent Al Nousra ? Tous les deux sont des terroristes !

Journaliste : Vous faites référence à l'époque du gouvernement Hollande où il y a eu des livraisons d'armes aux rebelles syriens. Ce gouvernement souhaitait votre élimination. Son ministre des affaires étrangères Laurent FABIUS avait dit à l'époque que vous ne mériteriez pas d'être sur terre. Qu'en est-il avec Emmanuel MACRON. Avez-vous constaté un changement quelconque dans les positions de la France ?

Le président : Dans la forme, oui. Mais tant que l'occupation demeure, c'est une forme de terrorisme. Nous devons reconnaitre cette vérité. Nous devons donc parler d'un changement dans le contenu et non dans la forme. Les déclarations ne nous intéressent pas, c'est sur le terrain que les choses doivent changer.

Journaliste : Comment voulez-vous qu'elles changent ?

Le président : Il faut tout simplement revenir au droit international, rien qu'à cela. Nous ne demandons rien au gouvernement français. Nous ne lui demandons même pas un soutien, ni politique, ni économique, ni sécuritaire. Nous n'en avons pas besoin. Nous pouvons gérer nos propres affaires. Mais nous voulons qu'il retourne à un ordre mondial qui n'est plus respecté, car c'est le chaos qui règne. Qu'ils soutiennent ou non le président ne m'intéresse pas. Dire qu'il est bon ou mauvais, ne m'intéresse pas non plus. C'est une question purement syrienne. Mais qu'ils arrêtent de soutenir tout ce qui est susceptible de répandre davantage le sang, de multiplier les tueries et d'accroitre la souffrance en Syrie.

Journaliste : la France fait face à un délicat problème avec ses djihadistes partis combattre en Syrie. Est-ce que vous en avez dans vos prisons ?

Le président : Indépendamment des nationalités, il faut solliciter s'en remettre aux services compétents qui disposent des statistiques nécessaires. Mais de toute manière, s'il y en a, ils seront soumis à la loi syrienne.

Journaliste : Mais vous savez forcément s'il y a des français dans vos prisons.

Le président : Je n'ai pas de chiffres. Pour ce qui nous concerne, un terroriste c'est terroriste, qu'il soit français ou syrien, le résultat est le même.

Journaliste : Vous avez pour le moment un accord militaire, et on y reviendra après, avec les Kurdes du YPG. Si vous concluez un accord politique, le gouvernement syrien reprendra le territoire du nord et notamment ses prisons. Que comptez-vous faire dès lors des quelques 400 djihadistes français que les kurdes ont dans leurs prisons.

Le président : Toute personne terroriste qui se trouve dans les régions contrôlées par les forces syriennes sera soumise à la loi syrienne. La loi syrienne est très claire vis-à-vis du terrorisme. Ils seront donc traduits en justice, et nous avons des tribunaux spécialisés en matière de terrorisme.

Journaliste : Et vous n'envisagerez pas, par exemple, de les renvoyer en Europe, comme le fait Recep Tayyip Erdogan ?

Le président : Erdogan tente de faire chanter l'Europe. Quelqu'un qui se respecte ne parle pas de cette manière. Il y a des institutions et des lois. Renvoyer vers un autre pays les terroristes ou toute personne qui a été jugée et condamnée, est soumis à des accords bilatéraux entre les états. Quant au fait de sortir de prison quelqu'un que vous savez être un terroriste, et le renvoyer chez lui pour qu'il tue des civils, c'est un acte immoral.

Journaliste : Après huit ans de guerre, vous allez vers la victoire sur des décombres, la moitié des syriens sont déplacés ou en exil, 400 mille personne ont perdu la vie. Est-ce que vous reconnaissez que sans l'aide des Russes et des Iraniens, vous aurez perdu ?

Le président : La guerre est dure. Elle n'est pas facile. Nous ne sommes pas une grande puissance, mais nous faisions face aux plus grandes puissances et aux pays les plus riches du monde. il est tout à fait certain que le soutien des amis a diminué les dégâts et nous a aidés à récupérer les territoires. Quant à savoir si sans ce soutien, la Syrie serait aller vers la division, ou vers une défaite totale, votre question est hypothétique. Il est parfois difficile de prévoir le résultat d'un match de tennis où il y a uniquement deux joueurs. Là vous parlez de dizaines de joueurs et de centaines de milliers de combattants.

Journaliste : Est-ce qu'au cours de cette guerre, à un moment, vous avez imaginé perdre ou partir en exil ?

Le président : A vrai dire, je n'y ai pas pensé, pour la simple raison que ce choix ne se posait même pas. Seuls les responsables occidentaux l'ont proposé. Cela ne me concernait pas. Pour moi, il n'en était pas question. Je ne peux envisager cette option que si elle émane du peuple syrien. Et quand je dis « le peuple syrien », j'entends par là la majorité, et non une minorité terroriste, ou une minorité fabriquée politiquement dans les services de renseignement étrangers, ou encore une minorité de personnes qui ont manifesté parce que le Qatar les a payées pour le faire. Pour la majorité du peuple, pas question. C'est pourquoi j'ai résisté et je suis resté.

Journaliste : Mais en 2013, Al Nosra est arrivé jusqu'à la place des Abbasides à Damas, à quelques kilomètres de votre résidence.



Le président Assad a indiqué que la présence des forces françaises sur le sol de la Syrie sans l'accord de son gouvernement constitue une occupation et une forme de terrorisme

Le président : C'est tout à fait vrai. La ville de Damas est restée encerclée pendant des années, parfois quasi totalement, et parfois partiellement. Les obus nous tombaient dessus quotidiennement. C'était une raison de plus pour moi de rester, de défendre mon pays, et de ne pas fuir. J'assume mes responsabilités constitutionnelles de défendre mon peuple et mon pays.

Journaliste : La reconstruction doit commencer. On estime son coût à 300 milliards de dollars, certains disent 400… Quel est votre plan pour sortir vos compatriotes du marasme en tenant compte des sanctions terribles qui visent à vous affaiblir, mais qui en réalité touchent les plus pauvres ?

Le président : Absolument ! Mais malgré ces sanctions, plutôt que de s'affaiblir, l'industrie s'est développée dans certains secteurs, par exemple, dans le domaine pharmaceutique. Quant à la reconstruction, vous pouvez aller par exemple à Alep qui a été largement détruite par les terroristes, vous constaterez d'année en année, une grande différence. Car l'Etat procède à la reconstruction, ainsi que les citoyens.

Journaliste : Mais la livre syrienne est au plus bas. Il va falloir des investissements, des partenaires étrangers. Est-ce que la Chine, l'Inde et la Russie répondent présents ? Sont-ils décidés à investir vraiment ?

Le président : Durant les six derniers mois, certaines entreprises ont commencé à venir de l'étranger pour investir en Syrie. Cet investissement étranger restera lent dans ces conditions, à cause des sanctions, bien entendu. Mais il y a moyen de les contourner, et nous avons commencé, en coordination avec ces entreprises, à trouver des moyens pour s'en sortir. Elles vont prochainement investir en Syrie. Mais ça ne veut pas dire que le processus de reconstruction sera rapide. Je suis réaliste.

Journaliste : Vous l'estimez à combien d'années ?

Le président : ça dépendra du temps que les sanctions dureront ; ça dépendra aussi du retour de nos citoyens. Ils sont en train de revenir en ce moment, mais progressivement. Il m'est donc difficile de donner une réponse précise à ce sujet. Mais c'est un processus qui prendra évidemment des années.

Journaliste : Combien de Syriens sont rentrés ?

Le président : Plus d'un million en moins de deux ans. Et les choses s'accélèrent à présent, notamment après la libération de Damas, de la région sud et de sa périphérie. Bien sûr le retour des Syriens dépend aussi de la réhabilitation de l'infrastructure, comme de l'électricité, des écoles et des hôpitaux. Malheureusement, les sanctions et le blocus pèsent lourdement sur ces secteurs en particulier. Dans le même temps, les occidentaux exercent une grande pression sur les réfugiés pour qu'ils ne rentrent pas dans leur pays, car c'est une question « humanitaire » qu'ils brandissent comme une carte pour atteindre leurs objectifs politiques.

Journaliste : Certains de ces réfugiés sont partis parce qu'ils vous étaient opposés, qu'ils ont subi des horreurs pendant cette guerre, parfois de la part de votre armée. Allez- vous décréter une amnistie ? La réconciliation est-elle encore possible ?

Le président : D'abord la plupart de ces réfugiés soutenaient l'Etat et non le contraire ; preuve en est les élections présidentielles de 2014, auxquelles ils ont participé, et ils ont voté pour le président. La majorité a émigré à cause de la guerre et de ses séquelles économiques. Donc pour ce qui est du retour, il n'y a aucun problème. Certains reviennent tout naturellement et sans qu'une amnistie ne soit décrétée, d'autres sont des opposants, mais, il n'y a aucun problème, et nous dialoguons constamment avec eux. Quant à l'amnistie, nous l'avons décrétée à plusieurs reprises, la dernière il y a moins d'un an, car certains craignent de revenir de peur d'être arrêtés. Seuls ceux qui ont porté des armes seront arrêtés. Et malgré cela, ils sont graciés.

Journaliste : L'année dernière au moment de la chute de la Ghouta, j'ai pu parler à des rebelles qui partaient vers Idlib. Les officiers syriens leur disaient : baissez les armes, n'allaient pas à Idlib, vous allez vous faire tuer. Eux répondaient : vous allez nous incorporer dans l'armée, donc on ne veut pas aller avec vous. Ils avaient peur d'être incorporés dans l'armée. Qu'est-ce que vous leur dites ? Pourquoi cette peur ?

Le président : Parlons des faits. Certains de ceux qui sont allés à Idlib, nous ont laissés leurs familles. Et nous, en tant qu'Etat, nous prenons soin de ces familles. Ça veut dire qu'ils n'ont pas peur de nous ; autrement, comment auraient-ils laissé leurs familles derrière eux ? Par ailleurs, certaines de ces personnes armées sont allées à Idlib. Ils ont demandé à revenir, et nous leur en avons donné la permission. Ils ont été amnistiés. on avait dit à la plus grande partie d'entre eux que l'armée allait les tuer, et cela pendant sept ans, alors qu'ils étaient isolés de l'Etat. Mais depuis que l'armée est entrée dans la Ghouta, la vie a repris son cours. Les gens mènent une vie normale. Il faut savoir que certains d'entre eux ont pris les armes non pas parce qu'ils étaient des extrémistes, mais parce qu'ils n'avaient pas d'autres choix que de combattre du côté des terroristes, ou d'être tués par eux. Maintenant

suite à la page(16)

Lettre aux intellectuels qui tournent les révolutions en ridicule au nom de la pureté

Par Roxanne Dunbar-Ortiz, Vijay Prashad, Ana Maldonado & Pilar Troya Fernández

Alors que l'impérialisme américain relance, comme à l'époque du plan Condor, ses dictatures militaires et fascistes à l'assaut de l'Amérique Latine, certains – se réclamant de la gauche voir même révolutionnaires – sont plus prompts à critiquer l'action des forces progressistes et révolutionnaires qu'à apporter le soutien internationaliste et anti impérialiste qui est pourtant une valeur cardinale de l'engagement progressiste. C'est ce que trois intellectuels dénoncent dans une lettre ouverte. Nul besoin de partager ici ni les engagements ni les termes de ces trois personnalités pour se sentir interpellé par ce coup de gueule. Que l'on soit d'accord ou pas avec Chavez, Maduro, Ortega ou Morales et leur manière de mener avec leur mouvement leurs processus révolutionnaire ne pourra jamais justifier de ne pas être solidaire de la lutte de leurs peuples contre l'impérialisme. Encore moins de se réjouir quand l'offensive US progresse en Amérique latine.

Les révolutions ne surviennent pas de manière soudaine ni ne transforment immédiatement une société. Une révolution est un processus qui avance à des vitesses variables, et son rythme peut changer rapidement si le moteur de l'histoire est accéléré par l'intensification du conflit de classes. Mais la plupart du temps, la construction de l'élan révolutionnaire est glaciale, et la tentative de transformer un État et une société peut être encore plus lente.

En 1930, Léon Trotsky a écrit depuis son exil turc l'étude la plus remarquable sur la Révolution russe. Treize ans avaient passé depuis le renversement de l'Empire tsariste. Mais la révolution était déjà tournée en ridicule, même par des gens de gauche. « Le capitalisme », écrit Trotsky en conclusion de son livre, « a eu besoin de cent ans pour élever la science et la technique au plus haut niveau et plonger l'humanité dans l'enfer de la guerre et de la crise. Les ennemis du socialisme ne lui laissent que quinze ans pour créer et offrir un paradis terrestre. Nous n'avons jamais contracté une telle obligation. Nous n'avons jamais fixé ces dates. Le processus de transformation doit être mesuré à la bonne échelle. »

Quand Hugo Chávez a gagné l'élection au Venezuela (en décembre 1998) et quand Evo Morales Ayma a fait la même chose en Bolivie (en décembre 2005), leurs critiques de gauche d'Amérique du Nord et d'Europe n'ont pas laissé à leurs gouvernements le temps de respirer. Certains professeurs à orientation gauchiste ont immédiatement commencé à critiquer leurs limites et même leurs échecs. Cette attitude était limitée politiquement — il n'y avait aucune solidarité avec ces expériences; elle était également limitée intellectuellement — il n'y avait aucun sens des difficultés profondes auxquelles était confrontée une expérience socialiste dans des pays du tiers-monde, pétrifiés dans des hiérarchies sociales et pauvres en ressources financières.

Le rythme de la révolution

Deux ans après le début de la Révolution russe, Lénine a écrit que l'URSS nouvellement créée n'était pas « un talisman miraculeux » ni qu'elle « ouvre la voie au socialisme. Elle donne à ceux qui étaient auparavant opprimés une chance de redresser leur dos et de prendre de plus en plus en main le gouvernement du pays, toute l'administration de l'économie, toute la gestion de la production ».

Mais même cela— ce tout ceci, et ce tout cela — n'allait pas être facile. C'est, écrivait Lénine, « une lutte de classe longue, difficile et obstinée, qui, après le renversement de la domination capitaliste, après la destruction de l'État bourgeois … ne disparaît pas … mais change simplement de forme et, à bien des égards, devient encore plus féroce ». C'était le jugement de Lénine après que l'État tsariste avait été renversé, et après que le gouvernement socialiste avait commencé à consolider son pouvoir. Alexandra Kollontaï a écrit (par exemple dans son roman L'amour chez les abeilles travailleuses) sur les batailles pour construire le socialisme, les conflits au sein du socialisme pour atteindre ses buts. Rien n'est automatique ; tout est une lutte.

Lénine et Kollontaï soutenaient que la lutte de classe ne s'interrompt pas quand un gouvernement révolutionnaire prend le pouvoir ; elle est en fait « plus féroce », l'opposition y est intense parce que les enjeux sont élevés et le moment est dangereux parce que l'opposition — à savoir la bourgeoisie et la vieille aristocratie — a l'impérialisme à ses côtés. Winston Churchill a déclaré : « Il faut étrangler le bolchévisme dans son berceau », et donc les armées occidentales ont rejoint l'Armée blanche dans une agression presque fatale contre la République soviétique. Cette agression a duré des derniers jours de 1917 à 1923 — six années d'assaut militaire soutenu.

Ni au Venezuela ni en Bolivie, ni dans aucun des pays qui ont tourné à gauche ces vingt dernières années, l'État bourgeois n'a été totalement dépassé et le système capitaliste renversé. Les processus révolutionnaires dans ces pays ont dû créer progressivement les institutions DE et Pour la classe ouvrière, en même temps que se perpétuait la domination capitaliste. Ces institutions reflètent l'émergence d'une forme unique d'État basée sur la démocratie participative ; cela s'exprime entre autres dans les Misiones Sociales. Toute tentative de dépasser le capitalisme a été empêchée par le pouvoir de la bourgeoisie — qui n'a pas été vaincue par des élections répétées et qui est maintenant à l'origine de la contre-révolution; elle a aussi été entravée par la puissance de l'impérialisme — qui a réussi, pour le moment, un coup d'État en Bolivie et qui menace quotidiennement d'un coup d'État au Venezuela. Personne, en 1998 ou en 2005, n'a suggéré que ce qui se passait au Venezuela ou en Bolivie était une « révolution » semblable à la Révolution russe ; les victoires électorales faisaient partie d'un processus révolutionnaire. Comme premier acte de son gouvernement, Chávez a annoncé un processus constituant pour la refondation de la République. De même, Evo a affirmé en 2006 que le Mouvement vers le socialisme (MAS) a été élu au gouvernement mais n'avait pas pris le pouvoir ; c'est plus tard qu'un processus constituant a été lancé, qui a été lui-même un long chemin. Le Venezuela a entamé un « processus révolutionnaire » prolongé, tandis que la Bolivie entrait dans un « processus de changement » ou — comme ils l'appelaient tout simplement — « le processus », qui se poursuit même maintenant — après le coup d'État. Néanmoins, tant le Venezuela que la Bolivie ont subi tous les effets de la « guerre hybride » — du sabotage des infrastructures physiques au sabotage de leur capacité à lever des fonds sur les marchés financiers.

Lénine a suggéré qu'après la prise de l'État et l'abolition de la propriété privée, le processus révolutionnaire dans la nouvelle république soviétique était difficile et la lutte de classe tenace bien vivante ; alors imaginez combien plus difficile est la lutte obstinée au Venezuela et en Bolivie.

Révolutions au royaume de la nécessité

Imaginez, de nouveau, combien il est difficile de construire une société socialiste dans un pays où — malgré la richesse de ses ressources naturelles — persistent une grande pauvreté et de grandes inégalités. Plus profondément encore, il y a cette réalité culturelle qu'une grande partie de la population a souffert et a lutté contre



des siècles d'humiliation. Il n'est donc pas surprenant que dans ces pays, les ouvriers agricoles, les mineurs et les ouvriers des villes les plus opprimés soient issus des communautés indigènes ou de descendants d'Africains. Le fardeau écrasant de l'indignité joint au manque d'accès aux ressources rend les processus révolutionnaires dans le « royaume de la nécessité » d'autant plus difficiles.

Dans ses Manuscrits économico-philosophiques (1844), Marx fait une distinction entre le « royaume de la liberté » — où « cesse le travail déterminé par la nécessité et les considérations prosaïques » — et le « royaume de la nécessité » — où les besoins physiques ne sont pas du tout satisfaits. Une longue histoire d'asservissement colonial puis de vol impérialiste a vidé de grandes parties de la planète de leurs richesses et a donné à ces régions — principalement en Afrique, en Asie et en Amérique latine — l'impression de vivre en permanence dans le « royaume de la nécessité ». Lorsque Chávez a remporté sa première élection au Venezuela, la pauvreté atteignait le taux incroyable de 23.4%; en Bolivie, lorsque Morales a remporté sa première élection, la pauvreté était au taux stupéfiant de 38.2%. Ce que ces chiffres montrent, ce n'est pas seulement la pauvreté absolue de larges pans de la population, mais ce qu'ils recèlent c'est les siècles d'humiliation sociale et d'indignité, qui ne peuvent être rendus par une simple statistique.

Les révolutions et les processus révolutionnaires semblent s'enraciner davantage dans le royaume de la nécessité — en Russie tsariste, en Chine, à Cuba, au Vietnam — que dans celui de la liberté — en Europe et aux États-Unis. Ces révolutions et ces processus révolutionnaires — comme au Venezuela et en Bolivie — se produisent dans des endroits qui n'ont pas accumulé de richesses socialisables. La bourgeoisie, dans ces sociétés, s'enfuit avec son argent au moment de la révolution ou du changement révolutionnaire ou reste sur place mais place son argent dans des paradis fiscaux ou dans des endroits comme New York ou Londres. Le nouveau gouvernement ne peut pas accéder à cet argent, le fruit du travail du peuple, sans encourir les foudres de l'impérialisme. Voyez à quelle vitesse les États-Unis se sont organisés pour que l'or du Venezuela soit saisi par la Bank of London, et pour geler les comptes bancaires des gouvernements iranien et vénézuélien, et voyez à quelle allure les investissements se sont taris quand le Venezuela, l'Équateur, le Nicaragua et la Bolivie ont refusé de se plier au mécanisme de règlement entre États et investisseurs de la Banque mondiale.

Chávez et Morales ont essayé de prendre en charge les ressources dans leurs pays, un acte considéré comme une abomination par l'impérialisme. Tous deux ont subi des reproches, accusés d'être des « dictateurs » parce qu'ils voulaient renégocier les accords passés par les gouvernements précédents pour le prélèvement des matières premières. Ils avaient besoin de ce capital, non pour leur enrichissement personnel — personne ne peut les accuser de corruption personnelle — mais pour développer les capacités sociales, économiques et culturelles de leurs peuples.

Chaque jour est une lutte pour les processus révolutionnaires au « royaume de la nécessité ». Le meilleur exemple de cela est Cuba, dont le gouvernement révolutionnaire a dû lutter contre un embargo écrasant et contre les menaces d'assassinat et de coups d'État depuis le tout début.

Les révolutions des femmes

Il est admis — et il serait insensé de le nier — que les femmes sont au centre des manifestations en Bolivie contre le coup d'État et pour la restauration du gouvernement de Morales ; au Venezuela aussi, la majorité des gens qui descendent dans les rues pour défendre la Révolution bolivarienne sont des femmes. La plupart de ces femmes ne sont peut-être pas des Masistas ou des Chavistas, mais elles comprennent certainement que ces processus révolutionnaires sont féministes, socialistes et s'opposent à l'indignité dont sont victimes les autochtones et les Afrodescendants.

Des pays comme le Venezuela et la Bolivie, l'Équateur et l'Argentine ont subi d'énormes pressions de la part du Fonds monétaire international pendant dans les années 1980 et 1990 pour qu'ils pratiquent des coupes importantes dans le soutien étatique à la santé, à l'éducation et à la prise en charge des personnes âgées. L'effondrement de ces systèmes sociaux essentiels a lourdement pesé sur « l'économie des soins », qui — pour des raisons patriarcales — est principalement assumée par les femmes. Là où la « main invisible » ne réussissait pas à prendre soin des personnes, le « cœur invisible » devait le faire. C'est l'expérience des coupes dans l'économie des soins qui a approfondi la radicalisation des femmes dans nos sociétés. Leur féminisme est né de leur expérience du patriarcat et des politiques d'ajustement structurel ; la tendance du capitalisme à exploiter la violence et les privations a accéléré l'adhésion directe du féminisme ouvrier et indigène aux projets socialistes de Chávez et de Morales. Alors que la marée du néolibéralisme continue à déferler sur le monde et qu'elle plonge les sociétés dans l'angoisse et le chagrin, ce sont les femmes qui ont été les plus actives dans la lutte pour un monde différent.

Morales et Chávez sont des hommes, mais dans le processus révolutionnaire ils en sont venus à symboliser une réalité différente pour toute la société. À différents degrés, leurs gouvernements se sont engagés à adopter un programme visant à la fois la culture patriarcale et la politique des coupes sociales qui font peser sur les femmes le fardeau du maintien de la cohésion sociale. Les processus révolutionnaires en Amérique latine doivent par conséquent être compris comme étant profondément conscients de l'importance de mettre les femmes, les autochtones et les Afrodescendants au cœur de la lutte. Personne ne niera que des centaines d'erreurs ont été commises par les gouvernements, erreurs de jugement qui ont fait reculer la lutte contre le patriarcat et le racisme ; mais ce sont des erreurs qui peuvent être corrigées et non des caractéristiques structurelles du processus révolutionnaire. C'est quelque chose qui est profondément reconnu par les femmes autochtones et afrodescendantes dans ces pays; la preuve de cette reconnaissance n'est pas dans tel ou tel article qu'elles ont écrit, mais dans leur présence active et énergique dans les rues.

Dans le cadre du processus bolivarien au Venezuela, les femmes ont été essentielles dans la reconstruction des structures sociales abîmées par des décennies de capitalisme austéritaire. Leur travail a été central dans le développement du pouvoir du peuple et dans la mise en place de la démocratie participative. Soixante-quatre pour cent des porte-parole des 3 186 communes sont des femmes, tout comme la majorité des dirigeantes des 48 160 conseils communaux ; 65% des responsables des comités locaux d'approvisionnement et de production sont des femmes. Les femmes revendiquent non seulement l'égalité sur le lieu de travail, mais exigent l'égalité dans le domaine social, où les *comunas* sont les atomes du socialisme bolivarien. Les femmes se sont battues dans la sphère sociale pour construire la possibilité d'un gouvernement autonome, construire un double pouvoir érodant par conséquent lentement la forme de l'État libéral. Contre le capitalisme de l'austérité, les femmes ont montré leur créativité, leur force et leur solidarité, non seulement contre les politiques néolibérales mais également pour l'expérience socialiste et contre la guerre hybride.

Démocratie et socialisme

Les courants intellectuels de gauche ont été gravement meurtris dans la période qui a suivi la chute de l'URSS. Le marxisme et le matérialisme dialectique ont considérablement perdu en crédibilité, non seulement en Occident mais dans de grandes parties du monde ; le post-colonialisme et les études subalternes — des variantes du poststructuralisme et du post-modernisme — ont fleuri dans les cercles intellectuels et universitaires. Un des principaux thèmes de ce courant savant était l'affirmation que « l'État » est obsolète en tant que vecteur de transformation sociale, et que le salut réside dans la « société civile ». Une combinaison de théories postmarxiste et anarchiste a adopté cette argumentation pour tourner en ridicule toutes les expériences de socialisme réalisées par le biais du pouvoir étatique. L'État a été considéré comme un simple instrument du capitalisme plutôt que comme un outil pour la lutte des classes. Mais si le peuple se retire de la lutte pour l'État, il servira l'oligarchie — sans contestation, et aggravera les inégalités et la discrimination.

Faire primer les « mouvements sociaux » sur les mouvements politiques reflète la désillusion par rapport à la période héroïque de la libération nationale, y compris les mouvements de libération des peuples autochtones. Cette idée écarte également l'histoire actuelle des organisations autochtones en relation avec les mouvements politiques qui ont conquis le pouvoir d'État. En 1977, après une lutte importante, les organisations autochtones ont forcé les Nations unies à lancer un projet visant à mettre fin à la discrimination contre les populations autochtones dans les Amériques. Le Conseil indien d'Amérique du Sud, sis à La Paz, était l'une de ces organisations qui a travaillé étroitement avec le Conseil mondial de la paix, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté ainsi qu'avec un grand nombre de mouvements de libération nationale (le Congrès national africain, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain SWAPO, l'Organisation de libération de la Palestine). C'est à partir de cette unité et de cette lutte que l'ONU a créé en 1981 le Groupe de travail sur les populations indigènes et qu'elle a déclaré 1993 Année internationale des peuples autochtones. En 2007, Evo Morales a mené la campagne pour que l'ONU adopte une Déclaration des droits des peuples autochtones. C'est un exemple très clair de l'importance de l'unité et de la lutte menée par les mouvements des peuples autochtones et les États fraternels — s'il n'y avait pas eu les luttes des mouvements autochtones de 1977 à 2007, aidés et soutenus par les États fraternels, et s'il n'y avait pas eu le gouvernement bolivien en 2007, cette Déclaration, qui a une énorme importance pour faire avancer la lutte, n'aurait pas été adoptée.

Les intellectuels autochtones des Amériques ont compris la complexité de la politique à partir de cette lutte — que l'autodétermination autochtone vient de la lutte dans la société et l'État pour vaincre le pouvoir bourgeois et colonial ainsi que pour trouver les instruments permettant de préparer la transition au socialisme. Parmi leurs formes — comme l'ont reconnu le Péruvien José Carlos Mariátegui et l'Équatorienne Nela Martínez il y a presque un siècle — il y a *la comuna*.

Les révolutions en Bolivie et au Venezuela n'ont pas seulement aiguisé les relations entre les hommes et les femmes, entre les communautés autochtones et non autochtones, elles ont aussi remis en question la compréhension de la démocratie et du socialisme

suite à la page(15)

Frantz Fanon: psychiatre humaniste, révolutionnaire visionnaire *1925 – 1961*

Par Frantz Latour

Il y a 36 ans, le 6 décembre 1962, Frantz Fanon décédait d'une leucémie aiguë, en phase terminale, dans un hôpital à Bethesda, banlieue de Washington, aux États-Unis. Il était âgé de 36 ans.

Frantz Fanon est né le 20 juillet 1925, à Fort-de-France Il est issu d'une famille nombreuse de la petite bourgeoisie. Jeune, il connaît la division raciste de la société dans une Martinique sous le régime vichyste-pétainiste. Au lycée Victor Schoelcherl, Aimé Césaire est l'un de ses professeurs.

Très jeune Frantz Fanon avait déjà l'âme d'un combattant. N'avait-il pas pris, à 17 ans, alors que la Martinique était contrôlée par des pétainistes, le chemin de la résistance gaulliste? L'envie de défendre la liberté l'avait poussé, en 1943, à s'enrôler dans un bataillon antillais appelé à combattre en métropole. Il sera blessé, décoré de la Croix de guerre. Mais cette guerre l'aura révolté. Il n'y a vu qu'une chose: « le soldat Fanon, d'un côté, des soldats blancs, de l'autre. »

De retour en Martinique il obtient son baccalauréat, puis il part s'installer à Lyon pour effectuer des études de médecine. Il s'intéresse à la psychiatrie, tout en suivant des cours de psychologie et de philosophie, notamment ceux de Merleau-Ponty qu'il admire, et de l'ethnologue André Leroi Gourhan. Il dévore les livres qui lui tombent sous la main, lisant Heidegger, Lévy-Strauss, Hegel, Lénine, Trotsky et Marx. Sur le plan de l'activisme politique, il dirige le journal étudiant Tam-Tam et participe à différentes mobilisations anticolonialistes avec les Jeunesses communistes, dont il ne sera cependant jamais membre.



Frantz Fanon, l'autre nom de l'engagement révolutionnaire. Fanon a été un révolutionnaire qui a légitimité la violence du colonisé en tant que réponse à la violence du colonisateur. La violence pour Fanon n'est qu'une réponse à une oppression et un moyen de se libérer.

En 1953 Fanon a déjà pris une décision irrévocable: rompre avec la Martinique, où il estime qu'il n'y a aucun combat à mener. Il se porte vers l'Algérie où est affecté à l'hôpital psychiatrique de Blida. Là, il va mener un double combat. Combat du médecin qui pourfend les théories raciales prétendument scientifiques et lutte pour désaliéner les malades mentaux victimes des traumatismes de la colonisation, qu'il analyse en clinicien. Combat de l'homme engagé pour le renversement radical du colonialisme et la restauration de la dignité de l'homme. Militant autant que théoricien, Fanon a sublimé son expérience de victime du racisme en mêlant ses réflexions aux observations cliniques du médecin psychiatre qu'il fut.

Quand il arrive en Algérie, sa seule ambition est de faire, autrement, son travail de médecin. Ainsi, la manière dont les Français traitent les indigènes ne lui échappe pas. L'état psychique des Algériens victimes de la torture et d'autres violences le trouble. Lorsque le Front de libération nationale (FLN) lance ses premières attaques, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, Fanon saisit l'importance des faits. Dès 1955, il prend contact avec le FLN. En 1956 il donne sa démission de l'hôpital de Blida, part pour Tunis où il devient un membre actif du FLN. C'est la rupture, irrévocable, avec la France. Désormais, il se veut algérien.

Il se met au service du FLN, dont il devient le porte-parole, avant d'être nommé ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne à Accra (Ghana). Dans ce nouveau rôle, Fanon rêve de convertir l'Afrique subsaharienne à la violence révolutionnaire. En critiquant les leaders qui négocient l'accession à l'indépendance, il ne se fait guère d'amis. Il veut que la révolution algérienne devienne la tête de pont des changements sur le continent. D'où l'idée, acceptée à Accra en 1958, d'une légion africaine chargée d'aller combattre avec les Algériens. On le voit partout: Accra, Léopoldville, Bamako, Conakry, Addis Abeba.

C'est au nom de l'universalisme que Frantz Fanon combat en Algérie. Un universalisme qui lui permet en outre d'élargir le champ de son analyse : ce n'est plus seulement le Noir et le Blanc qui l'intéressent mais le colonisé et le colon, l'opprimé et l'oppresseur, le dominé et le dominant. Le combat de Fanon ne visait pas seulement la libération de l'homme noir ou du colonisé. Il cherchait à libérer l'homme : "Etre responsable dans un pays sous-développé, c'est savoir que tout repose en définitive sur l'éducation des masses, sur l'élévation de la pensée, ce qu'on appelle trop rapidement la politisation. […] Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se trouve. "

Fanon a été un révolutionnaire qui a légitimité la violence du colonisé en tant que réponse à la violence du colonisateur. La violence pour Fanon n'est qu'une réponse à une oppression et un moyen de se libérer. Ce n'est pas une fin en soi, mais tout au plus un moyen. C'est ainsi qu'il l'exprime lorsqu'il déclare : « Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence. » L'oppression aliène l'opprimé qui n'a plus que la violence pour lui et en lui.

Bien que Fanon ait été intimement impliqué dans le FLN et le mouvement de libération nationale, il a eu cette intuition extraordinaire de tirer des leçons critiques des limites et des dangers de ce même mouvement. Ainsi, dans son chef-d'œuvre *Les Damnés de la terre*, il avertit de la dégénérescence de la bourgeoisie nationale en «*une sorte de petite caste aux dents longues, avide et vorace, dominée par l'esprit gagne-petit et qui s'accommode des dividendes que lui assure l'ancienne puissance coloniale. Cette bourgeoisie à la petite semaine se révèle incapable de grandes idées, d'inventivité. Elle se souvient de ce qu'elle a lu dans les manuels occidentaux et imperceptiblement elle se transforme non plus en réplique de l'Europe mais en sa caricature* ».

Fanon avait bien soupçonné le danger de voir la bourgeoisie nationale se substituer aux colons et étouffer tout espoir de liberté. On sait ce qu'il est advenu aux pays africains "décolonisés" qui devinrent "indépendants", l'Algérie plus précisément. Pour Fanon, la seule voie possible est le socialisme : « Les bourgeoisies nationales ne sentant plus la menace de la puissance coloniale traditionnelle se découvrent soudain de grands appétits. Il nous faut encore une fois revenir aux schémas marxistes », souligne-t-il dans *Pour la Révolution africaine.*

À la fin de l'année 1960, Fanon découvrit qu'il était affecté par une leucémie. L'évolution fatale de la maladie sur une période d'environ une année malgré les meilleurs traitements connus à l'époque nous permet d'avancer qu'il avait souffert d'une leucémie aiguë myéloïde, forme agressive de la maladie. Il décédait le 6 décembre 1961.

Médecin, psychiatre humaniste, militant révolutionnaire, révolutionnaire visionnaire, psychiatre de la colonisation, théoricien et penseur de la décolonisation, Frantz Fanon aura eu une influence non négligeable, sinon importante dans un monde où la décolonisation mentale des victimes de colonisation est encore à l'ordre du jour.

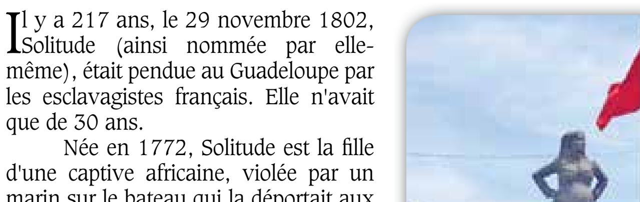
Repose en paix, camarade, frère et confrère. Plus noire est la nuit des néo-colonialismes et impérialismes, plus brillante est l'étoile de la lutte et de la marche ascensionnelle, invincible des peuples vers un autre monde, meilleur, et qui aura pour nom socialisme.

2 décembre 2019

La mémoire au service des luttes : Solitude (la Mulâtresse)



Par FUIQP et Alain Saint-Victor



Il y a 217 ans, le 29 novembre 1802, Solitude (ainsi nommée par elle-même), était pendue au Guadeloupe par les esclavagistes français. Elle n'avait que de 30 ans.

Née en 1772, Solitude est la fille d'une captive africaine, violée par un marin sur le bateau qui la déportait aux Antilles. En 1794, alors âgée de 12 ans, elle décide de rejoindre une communauté de marrons après l'abolition de l'esclavage décrétée par l'État révolutionnaire français. C'est une façon pour elle de panser les plais de l'esclavage et vivre parmi ses frères et sœurs, qui l'ont accueillie malgré qu'elle soit métisse.



Lorsque Bonaparte rétablit l'esclavage en 1802, elle se rallie à l'appel à la résistance que lance Louis Delgrès (1766-1802). Les combats héroïques menés par les Marrons et les massacres dont ils furent victimes marquèrent à jamais l'histoire de la Guadeloupe.

Malgré qu'elle fût enceinte, Solitude prit la tête d'une troupe de nègres marron. Elle se bat avec courage et détermination.



Dans son livre, Reines d'Afrique et héroïnes de la diaspora noire, l'auteure afro-antillaise, Sylvia Serbin, écrit: Sous les cadavres déchiquetés, Solitude blessée, a miraculeusement survécu à l'hécatombe avec une poignée de résistants. Sa grossesse lui évite la corde, mais pour quelques mois seulement... Car la répression qui s'abat sur la population antillaise entraîne l'île dans un tourbillon sanglant. Pendant près d'un an tous ceux qui ont sympathisé avec la rébellion sont impitoyablement traqués, condamnés par une commission militaire et mis à pourrir 48 heures sur la potence de leur pendaison. Fusillés par dizaines sur les plages, jetés vivants dans des bûchers en place publique. On estime à environ 10.000 le nombre de victimes de l'insurrection et de la répression, y compris les déportés et ceux qui furent exécutés pour avoir refusé de reprendre leur condition d'esclave.

Le sort tragique de Solitude après la défaite illustre bien la monstruosité du système esclavagiste.

Serbin écrit: Le 19 novembre 1802, Solitude est livrée au bourreau... La veille seulement Solitude a mis au monde l'enfant dont elle était enceinte, aussitôt arraché de son sein pour s'ajouter aux biens d'un propriétaire d'esclaves. Elle aurait du être exécutée six mois plus tôt, mais les colons ne voulaient pas de gâchis : ce ventre animé pouvait rapporter deux bras de plus à une plantation.

Solitude est le symbole dans la mémoire populaire de la participation des femmes aux combats armés contre l'esclavage.

Elle incarne toutes les femmes et les mères des Caraïbes qui se sont battues pour la liberté et contre l'esclavagisme.

Repose en paix sœur et camarade. Merci. Ton courage, ta détermination et ton martyr n'ont pas été vains.

Texte: FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a cinquante ans, la grande razzia de 1969 contre le mouvement communiste

Par Elizabeth Philibert

In Memorian
Camarade Arnold Devilmé
À ses trois enfants : Nadya, Patrice, Marie Carmel
Onè!

Minklinbour, Hannibal, Harry quels que soient les noms de lutte dont il s'est successivement drapé, clandestinité oblige, c'est l'homme, le camarade, le compagnon : Arnold Devilmé que je salue et à qui je dis, *Chapo*! *Respè*!

Avant même que des liens étroits s'établissent entre nous vers 1967, Arnold et moi étions déjà proches puisque nos deux familles se côtoyaient.

J'ai grandi, à Pétion-Ville, dans la maison de sa tante que mes parents tenaient en location. Dans cette même proximité de voisinage et de connaissance, l'une de ses cousines a porté sur les fonts baptismaux ma sœur cadette. Donc, des liens étaient tissés entre les deux familles Devilmé et Philibert.

Le jeune humaniste et militant de base

Arnold est né le 28 avril 1937, il est le cinquième d'une fratrie de dix enfants. J'ajouterais même que la famille Devilmé d'où il émerge, est une des grandes familles de la classe moyenne laborieuse de Pétion-Ville. Arnold était un jeune homme qui dissimulait derrière son apparence paisible sa force de militant convaincu.

Arnold acheva ses études primaires dans sa ville natale, Pétion-Ville, et il continua ses études secondaires à Port-au-Prince. Puis il enseigna au Collège Simon Bolivar à Port-au-Prince.

Jeune adulte, le camarade, père de deux enfants adorait la musique. C'était un mélomane : « Jazz des jeunes » était son favori, il nourrissait un enthousiasme formidable pour la montée musicale des mini-jazz.

Arnold était un humaniste, il avait compris que la vie associative était un élément fondamental dans l'épanouissement de la jeunesse. Il fonda le club Postillon à Berthé (Pétion-Ville) où plusieurs jeunes pouvaient y exercer leur talent théâtral.

Nous sommes en 1967, notre camaraderie s'installait peu à peu et se consolidait. En dépit de sa maladie que j'ai découverte durant notre militance (cet homme courageux était atteint d'un ulcère d'estomac sévère), son implication dans le Parti était totale.

Son grand ami et camarade, Max Chancy, lui avait proposé de suivre un traitement au Canada en 1968, cependant il a été contraint de prendre le maquis après une interpellation des casernes militaires de Pétion-Ville. Il n'a pas pu voyager pour soigner son ulcère.

Connu surtout sous le «nom vanyan (1) » d'Hannibal, le camarade Arnold a entamé sa militance politique à la fin des années 1950 lorsqu'il adhéra au Parti Populaire de Libération Nationale (PPLN), parti d'orientation marxiste. Il faut signaler qu'il était alors un fignoliste (2) comme plusieurs de ses camarades. Dès son adhésion au Parti, Arnold s'est révélé un militant discipliné. Il était respecté de tous. Il dirigeait à Pétion-Ville l'importante organisation régionale du Parti dite «Danton». Il était également un des responsables de l'impression des publications du PPLN qui voulait contribuer à mettre fin à la dictature de François Duvalier.

Au cœur de la relève du Parti

En 1963, Arnold devient membre du comité central du Parti, il continue de dédier l'essentiel de son temps au travail révolutionnaire. Il est donc un haut cadre du Parti, quand en juillet 1965, une féroce répression politique secoua le PPLN.

Nombre de cadres et de simples militants sont arrêtés et maints d'entre eux n'en réchapperont pas. Plusieurs membres ont dû recourir à des ambassades pour demander l'asile politique.

Le camarade Arnold et d'autres camarades restés sur le terrain, en particulier Jules St-Anne (Ti boss) et Thomas Charles, accèdent aux postes de direction du Parti. Ils rebâtissent l'organisation en 1966. Elle devient le Parti Union des Démocrates Haïtiens (PUDA). La préparation à la lutte armée est désormais l'un des objectifs du Parti.

Dès la fin de l'année 1966 et au cours de l'année 1967, le PUDA est victime de la répression. En digne fils du mouvement révolutionnaire, le camarade Arnold



comme tant d'autres ont dû faire face à une nouvelle vague d'arrestation des membres du PUDA. Des têtes tombent. On dénombre parmi eux : Thomas Charles, Michel Corvington, pour ne citer que ceux-là. Yanick Rigaud trouva refuge à Pétion-Ville.

Pour l'unité des communistes face au terrorisme d'État

Le vaillant camarade, comme un commandant sur le grand front, recompose le parti avec ses autres frères et sœurs camarades. Il accède, alors, à la direction du Parti dont il devient le secrétaire général. C'est la seconde fois qu'Arnold participe à un tel travail de reconstruction du Parti.

En 1968, avec ses valeureux camarades, Galveau Desrosiers et deux autres militants cadres du PUDA, Arnold poursuit le rapprochement esquissé cinq ans auparavant entre le PPLN et le Parti d'Entente Populaire (PEP).

Les négociations aboutissent en janvier 1969 avec la création du Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH). Arnold en devient le secrétaire général adjoint, et un important cadre du PEP, Joseph Rodney, le secrétaire général.

À l'aube de l'année 1969, comme une traînée de poudre, commence la descente aux enfers du PUCH. Dès le 18 janvier 1969, des arrestations se multiplient pendant de longs mois sur tout le territoire national.

Le 2 mai, dans le lieu-dit « Mme Ganeau » Savane Salée, au sud de Port-au-Prince, les forces militaires donnent l'assaut à un local que la police politique avait repéré. Des tirs nourris retentirent sur cette maison où se trouvaient quatre personnes : Arnold Devilmé, Joseph Rodney, Yanick Rigaud et moi, blessée à l'épaule droite.

Dans l'ambulance qui me transportait à l'hôpital militaire, j'ai appris par les propos du macoute Lois Maître: «*Gen de ki mouri, mwen pran Rodney ke mwen tap chèche depi di zan, le jou la nwi, ak yon fanm ansent. (3)* »

Je dois préciser que je fus sa compagne, j'ai traversé avec lui tous les moments difficiles de la lutte. De plus, je portais son enfant lorsque survient l'assaut des forces militaires sur la maison. Je fus emprisonnée.

Le 13 août 1969, j'ai accouché d'une fille, Marie Carmel, elle a passé deux années avec moi dans la prison au Pénitencier national. Elle fut libérée et rendue à ma mère en 1971 avant l'accession de Jean-Claude Duvalier au pouvoir.

Comme tant d'autres, militant aujourd'hui inconnu

Mort à 33 ans, Arnold Devilmé est méconnu, on parle peu de lui. Il suivait à la lettre les principes de la clandestinité. Pour ses camardes, il était la fierté et l'exemple d'un militant convaincu.

En effet, j'ai retenu de mémoire les propos de deux de ses amis camarades. Max Chancy : « *Il était la cheville ouvrière du Parti, il a donné l'exemple jusqu'au bout après tant de défaites* ».

Michel Hector : « *Je me souviens de sa vaste connaissance de sa zone et de ses multiples et solides liaisons populaires, qui d'ailleurs, ont nourri la Commission centrale d'orientation des écoles du PPLN* ».

La militance d'Arnold ne saurait se résumer à cinq pages. L'ensemble de sa contribution à la lutte pourrait aisément faire l'objet d'un livre.

Pour tous ces hommes et femmes, militants et militantes, révolutionnaires, tombés sur le chemin de la lutte contre la dictature : Arnold Devilmé, Thomas Charles, Guy Lominy, Galveau Dérosiers, Gérald Brisson, Raymond Jean-François, Yanick Rigaud, Marie Thérèse Féval, Gladys Jean-François, Gérard Wadestrand, Henri Claude Daniel, Serge Joachin, les frères Barreau et tant d'autres : **Ode à ces combattants et combattantes**! **Ochan**!

Que résonne La Dessalinienne en leur honneur!

Que résonne pour leur courage « Nabucco, Va pensiero! », ce magnifique opéra de G. Verdi qu'entonnaient en chœur les prisonniers politiques du PUCH, dans la section dite « au secret » dans les geôles du Pénitencier national en 1969.

Merci à ma famille pour son support moral.

Le professeur Michel Hector, avant son décès, a encouragé le présent hommage à Arnold Devilmé. Merci à lui.

Elizabeth Philibert
Montréal, novembre 2019

Notes

1..Pseudonyme de lutte

2..Partisan de Daniel Fignolé

3..«Il y a deux qui ont péri durant l'assaut (en l'occurrence les camarades Arnold Devilmé et Yannick Rigaud). J'ai arrêté Rodney que je cherchais depuis 10 ans, le jour comme la nuit, et une femme enceinte (Élisabeth Philibert)».

Algérie : «Ce 41e acte du hirak ne fait que confirmer le poids du boycott du 12/12»

Par Mustapha Benfodil

Du monde, beaucoup de monde, du soleil et des tensions avec la police. Voilà qui devrait résumer ce 41e acte du hirak algérois du vendredi 29 novembre. Le temps, en effet, était idéal pour une belle manif' sous un ciel limpide. On aurait aimé écrire «sous un ciel serein», mais avec les deux hélicos qui ne cessaient de bourdonner au-dessus d'Alger, ce tableau idyllique était quelque peu altéré. Et ce n'est pas que dans le ciel que la police a failli gâcher la fête citoyenne hebdomadaire.

Sur le sol aussi, c'était chaud. Si nous n'avons rien noté au plus fort des marches, en revanche, la matinée a été marquée par plusieurs épisodes électriques avec les forces de l'ordre accompagnés d'interpellations dans les rangs des manifestants. Pourtant, ces derniers vendredis, les matins du hirak se déroulaient plutôt dans le calme. Et c'est le même rituel auquel on assiste à partir de 11h, parfois avant. Plusieurs dizaines de manifestants se mettent alors à défiler en faisant des va-et-vient entre la place Audin et les abords de Meissonnier, un peu plus haut… Hier, les hirakistes matinaux n'ont pas dérogé à la règle.

Ils donnaient de la voix en scandant: «Asmaâ ya el Gaïd, dawla madania, asmaâ ya el Gaïd, machi askaria!» (Ecoute Gaïd, Etat civil, écoute Gaïd, pas militaire), «Ahna ouled Amirouche, marche arrière ma n'ouellouche, djaybine el houriya!» (Nous sommes les enfants de Amirouche, pas de marche arrière, on arrachera la liberté), «Makache intikhabate maâ el îssabate!» (pas d'élections avec les gangs), «Ettalgou el massadjine, ma baouche el cocaïne!» (Libérez les détenus (politique), c'est pas des vendeurs de cocaïne)… Un nouveau slogan a fait son apparition en l'honneur du cyberactiviste Amir



DZ aux cris de: «Amir DZ, chikour el issaba!» (Amir DZ, maître de la bande, au sens de «celui qui a triomphé de la bande»). [Amir DZ, de son vrai nom Amir Boukhors, depuis son exil français dénonce avec force le pouvoir algérien; il a été arrêté le 28 novembre par la police près de la Porte d'Italie, à Paris. Est-ce pour son activité d'opposant ou pour des raisons administratives?]

Interpellations et lacrymos «spray»

Vers 12h, une échauffourée éclate avec des membres des forces de l'ordre sur la rue Didouche, à quelques mètres du commissariat du 6e arrondissement jouxtant l'hôtel Suisse. Cris. Bousculade. Confusion. Soudain, l'odeur âcre des gaz lacrymogènes nous irrite la gorge. Picotements. Les yeux qui larmoient. Les choses sont allées tellement vite qu'on n'a rien vu venir. Renseignement pris, il s'avère que la police a procédé à l'interpellation d'un ou plusieurs manifestants, ce qui a provoqué ce mouvement de foule. Un vieux monsieur gît sur le bitume.

Il a perdu connaissance suite aux gaz lacrymogènes qu'il a inhalés. Il est évacué d'urgence. Un septuagénaire et un autre marcheur, plus jeune, ont été également évacués et des secouristes leur prodiguaient les soins nécessaires dans la ruelle qui donne sur la 6e sûreté urbaine.

Eux aussi ont été indisposés par les lacrymos «spray» aspergés à l'aide d'un aérosol. «J'ai reçu les gaz lacrymogènes en plein visage», nous confiera un peu plus tard un vieux monsieur qui avait éprouvé un malaise suite à l'offensive policière.

Il est originaire de Tizi Ghennif [commune de la wilaya de Tizi Ouzou]. Le vieux manifestant était visiblement ému mais ne lâchait pas le haut panneau sur lequel il avait accroché plusieurs photos de chouhada [combattants de la guerre d'indépendance]. Une femme lui offre un quartier de clémentine pour l'aider à reprendre ses esprits. La foule s'est massée sur la partie de la rue Didouche qui donne sur la rue Lieutenant Salah Boulhart où se situe le commissariat du 6e. Les manifestants n'entendent pas lever le «siège» avant d'avoir libéré leurs camarades. «Pouvoir assassin!» «La police haggarine» [opresseuse] «Libérez les otages!» pouvait-on entendre.

Plusieurs voix s'attachaient à rappeler le caractère pacifique du mouvement en martelant: «Silmiya! Silmiya!» «C'est de la provocation pure!» s'indigne un citoyen d'âge mûr sorti battre le pavé avec son épouse. La marée humaine est restée un bon moment immobilisée à quelques encablures du commissariat avant qu'une partie des manifestants se décide à reprendre son itinéraire en paradant jusqu'à la place Audin.

Nous descendons à notre tour vers Audin. 12h35. A peine arrivés près du fleuriste, nouvelle interpellation musclée: des policiers en civil encerclent un manifestant dans la quarantaine et l'embarquent vers le commissariat du 6e.

Des cris de protestations fusent: «Pouvoir assassin!» «Pouvoir criminel!»… Et tout le monde de courir en direction du «6e» dans une tentative de libérer le malheureux embarqué. «Eddouna gaâ lel habs, echaâb mahouche habess!» (Emmenez-nous tous en prison, on ne s'arrêtera pas), crient les manifestants. Des sifflements de protestation stridents font trembler la rue Didouche. Un quart d'heure plus tard, la police récidive en procédant à l'interpellation d'un troisième citoyen, un jeune qui était près du cordon de police barrant la rue Salah Boulhart. «Ils le font exprès! Rahoum maâouline!» enrage un homme excédé.

D'aucuns y voient les signes d'un changement de stratégie. «Il y a une escalade de la répression», note un jeune architecte. 13h10. Des hourras éclatent au moment où l'un des citoyens interpellés est libéré par la police. «Espérons que les autres seront relâchés», soupire un monsieur en poussant un ouf de soulagement.

«Libérez Nime!»

13h34. Un tonitruant «Ya Aliii!» déchire le ciel dès la fin de la prière. A partir de là, la physionomie de la journée change du tout au tout. La police se fait discrète devant le déferlement humain qui va se déverser sur la rue Didouche. Exaltés, transfigurés, les manifestants, dont énormément de femmes, scandent à l'unisson: «Dawla madania, machi askaria!» (Etat civil, pas militaire), «Dégage Gaïd Salah, had el âme makache el vote!» (pas de vote cette année) «Ahna ouled Amirouche marche arrière ma n'oulleouche djaybine el houriya!»…

Plusieurs citoyens arborent des cartons rouges en répétant: «Les généraux à la poubelle wel Djazair teddi l'istiqlal!» (et l'Algérie accèdera à l'indépendance). A un moment, la foule s'époumone en martelant à tue-tête: «Echaâb yourid isqate Gaïd Salah!» (Le peuple veut la chute de Gaïd Salah). Des citoyens brandissent des pancartes appelant à la libération du talentueux bédéiste Abdelhamid Amine, dit Nime, arrêté mardi dernier à Oran. «Libérez Nime!» «L'Art yatlag sarahou!» disaient plusieurs d'entre elles.

Sur les autres pancartes, le rejet des élections figurait en tête des messages exprimés: «Je ne voterai pas contre ma patrie», «Ces élections, ce n'est pas pour sauver notre chère Algérie mais pour sauver le reste de la bande». Une dame a ce message cinglant: «Je ne voterai pas, je fais partie des abstentionnistes, le premier parti en Algérie. Un bulletin de vote est un ticket de spectacle».

Un autre ironise: «Le 12/12 [date des élections] la yadjouz» (un scrutin illicite). Un manifestant écrit: «Vous avez la cocaïne, nous avons une héroïne. Libérez Samira Messsouci» [Jeune militante du RCD, arrêtée en juillet, elle est élue à l'Assemblée populaire de wilaya — APW — de Tizi Ouzou, incarcérée dans la prison d'El Harrach; elle dispose d'un master de biologie]. Des marcheurs forment une chaîne humaine en mettant bout à bout leurs pancartes. On avait à la fin ce message: «Notre détermination vaincra votre répression. Halte aux kidnappings. Le seul mandat que vous méritez est un mandat d'arrêt».

Un raz-de-marée sur le boulevard Che Guevara

14h10. A la rue Asselah Hocine, un premier cortège arrive de Bab El Oued aux cris de: «Klitou lebled ya esseraquine!» (Vous avez pillé le pays bande de voleurs), «Dégage Gaïd Salah, had el âme makache el vote!» «Baouha el khawana baouha!» (ils ont vendu la patrie)…

Une manifestante arbore cette inscription: «Ya Gaïd, le peuple a brisé le mur de la peur. Il finira par libérer notre Algérie de la terreur». Au verso de son affiche, une carte de vote avec deux rondelles de «cachir» [saucisson algérien] en guise de cachet. Nous nous rendons à la place des Martyrs pour intercepter le gros cortège en provenance de Bab El Oued.

Sur le boulevard Che Guevara, près de Sahate Echouhada, c'est un véritable raz-de-marée qui déferle en agitant des drapeaux géants et plusieurs étendards à l'effigie de Lakhdar Bouregaâ, Samira Messouci, Brahim Lalami, Karim Tabbou, Samir Belarbi, Fodil Boumala, Brahim Daouadji…[Tous arrêttés]. La foule traverse le boulevard Zighoud Youcef avant de tourner à hauteur de l'hôtel Essafir (ex-Aletti) pour s'engager sur la rue Asselah Hocine et rejoindre la Grande-Poste.

La procession s'annonce en s'écriant: «Rahoum djaw l'ouled, Casbah-Bab El Oued!» (Les enfants de La Casbah et Bab El Oued sont arrivés). Parmi les slogans scandés: «Ma tekhewfounache bel achriya, ahna rebbatna el miziriya!» (Vous ne nous ferez pas peur avec la décennie noire, nous avons grandi dans la misère), «Ahna ouled Amirouche, marche arrière ma n'ouellouche, djaybine el houriya!» «Hé ho, lebled bledna w'endirou raina makache el vote!» (C'est notre pays, nous ferons ce qui nous plaît, pas de vote)… De nombreux manifestants hissaient un même écriteau qui disait: «Je suis chirdhima (une minorité) et je t'em…!»

On pouvait lire aussi: «Je ne voterai pas contre mon pays», «Ni (Etat) militaire, ni (Etat) policier», «Nos revendications sont légitimes: démocratie, liberté, justice indépendante»… Un citoyen a écrit simplement «Transition», et sur l'autre face: «République». Moralité: ce 41e acte ne fait que confirmer le poids du boycott du «12/12» qui veut se transformer en annulation pure et simple du scrutin. Une équation que résume remarquablement cette dame à travers sa pancarte bleue: «Vous voulez faire des élections sans nous, nous voulons faire une Algérie sans vous».

El Watan 30 novembre 2019

Suite de la page (12)

lui-même. Ces processus révolutionnaires n'ont pas seulement dû travailler sous le règne de la démocratie libérale, ils ont en même temps construit un nouveau cadre institutionnel par le biais des *comunas*, entre autres formes. C'est en gagnant les élections et en prenant en charge des institutions de l'État que la Révolution bolivarienne a été en mesure de réorienter les ressources vers une augmentation des dépenses sociales (pour la santé, l'éducation, le logement) et vers une attaque directe contre le patriarcat et le racisme. Le pouvoir étatique aux mains de la gauche a été utilisé pour construire ces nouveaux cadres institutionnels qui étendent l'État et le dépassent. L'existence de ces deux formes — les institutions démocratiques libérales et les institutions socialistes féministes — a conduit à l'éclatement du préjugé d'une « égalité libérale » fictive. Réduite au vote, la démocratie oblige les individus à croire qu'ils sont des citoyens dotés du même pouvoir que d'autres citoyens, indépendamment de leurs positions socio-économique, politique et culturelle. Le processus révolutionnaire remet en question ce mythe libéral, mais il n'a pas encore réussi à le vaincre — comme on peut le voir tant en Bolivie qu'au Venezuela. C'est une lutte pour créer un nouveau consensus social autour de la démocratie socialiste, une démocratie enracinée non dans un « vote égal » mais dans l'expérience concrète de la construction d'une nouvelle société.

Une des dynamiques classiques d'un gouvernement de gauche est qu'il reprend le programme de nombreux mouvements politiques et sociaux de la population. En même temps, beaucoup de membres de ces mouvements — ainsi que de diverses ONG — rejoignent le gouvernement, amenant leurs diverses compétences dans les institutions complexes du gouvernement moderne. Cela produit un effet contradictoire : cela satisfait les revendications de la population et en même temps tend à affaiblir les organisations indépendantes de toutes sortes. Ces développements font partie du processus découlant d'un gouvernement de gauche au pouvoir, que ce soit en Asie ou en Amérique du Sud. Ceux qui veulent rester indépendants du gouvernement luttent pour rester pertinents ; ils deviennent souvent des critiques sévères du gouvernement et leurs critiques sont fréquemment utilisées comme armes par les forces impérialistes à des fins étrangères à ceux-là mêmes qui les ont émises.

Le mythe libéral cherche à parler au nom du peuple, pour cacher ses intérêts et ses aspirations réels — en particulier ceux des femmes, des communautés autochtones et des Afrodescendants. La gauche impliquée dans les expériences de la Bolivie et du Venezuela a cherché à développer la maîtrise collective du peuple dans une lutte de classe controversée. Une position qui attaque l'idée même d'« État » comme étant un force oppressive ne voit pas comment l'État concret, en Bolivie et au Venezuela, tente d'utiliser son autorité pour construire les institutions du double pouvoir afin de créer une nouvelle synthèse politique, avec les femmes en première ligne.

Des conseils révolutionnaires sans expérience révolutionnaire

Les révolutions ne sont pas faciles à faire. Elles sont pleines de reculs et d'erreurs puisqu'elles sont faites par des gens imparfaits et dont les partis politiques doivent toujours apprendre à apprendre. Leurs maîtres sont leur expérience et ceux d'entre eux qui ont la formation et le temps d'élaborer ces expériences pour en faire des leçons. Aucune révolution n'existe sans ses propres mécanismes de correction, ses propres voix dissidentes. Mais cela ne signifie pas qu'un processus révolutionnaire devrait être sourd aux critiques ; il devrait les saluer.

Les critiques sont toujours les bienvenues, mais sous quelle forme ? Deux formes sont typiques de la « gauche » critique qui tourne en dérision les révolutions au nom de la pureté.

Si la critique est faite du point de vue de la perfection, alors non seulement son niveau est trop élevé, mais elle échoue à comprendre la nature de la lutte de classe qui doit affronter le pouvoir pétrifié hérité des générations précédentes.

Si la critique suppose que tous les projets qui contestent le processus électoral trahiront la révolution, elle fait preuve d'une faible compréhension de la dimension massive des projets électoraux et des expériences de double pouvoir. Le pessimisme révolutionnaire bloque toute possibilité d'action. On ne peut pas réussir si on ne se permet pas d'échouer, et d'essayer encore. Ce point de vue critique ne produit que du désespoir.

La « lutte de classe obstinée » dans le processus révolutionnaire devrait permettre à quelqu'un qui ne participe pas à ce processus d'éprouver de la sympathie non pour telle ou telle politique du gouvernement, mais pour la difficulté — et la nécessité — du processus lui-même.

Roxanne Dunbar-Ortiz est une militante chevronnée, professeur d'université et écrivain. Outre de nombreux livres et articles scientifiques, elle a écrit trois mémoires historiques, Red Dirt: Growing Up Okie (Verso, 1997), Outlaw Woman: Memoir of the War Years, 1960–1975 (City Lights, 2002), et Blood on the Border: A Memoir of the Contra War (South End Press, 2005) sur la guerre des Contras contre les sandinistes dans les années 1980; elle est également l'auteur de l'ouvrage récent An Indigenous People's History of the United States.

Ana Maldonado fait partie du Frente Francisco de Miranda (Venezuela).

Pilar Troya Fernández travaille au Tricontinental: Institute for Social Research.

Vijay Prashad est un historien, éditeur et journaliste indien. Il est rédacteur et correspondant en chef pour Globetrotter, un projet de l'Independent Media Institute. Il est le rédacteur en chef de LeftWord Books et directeur de Tricontinental: Institute for Social Research. IL a écrit plus de vint livres, dont The Darker Nations: A People's History of the Third World (The New Press, 2007), The Poorer Nations: A Possible History of the Global South (Verso, 2013), The Death of the Nation and the Future of the Arab Revolution (University of California Press, 2016) et Red Star Over the Third World (LeftWord, 2017). Il écrit régulièrement pour Frontline, The Hindu, Newsclick, AlterNet and BirGün.

Initiative Communiste 21 Nov 2019
Investig'Action 28 Nov 2019

Suite de la page (10)

ils reviennent progressivement à nous, parce qu'ils ont été rassurés.

Journaliste : L'Iran votre allié est aujourd'hui en proie à un grand soulèvement. Le Liban également, l'Irak. Les manifestants réclament la dignité et l'arrêt de l'accaparement des richesses par un petit nombre. N'était-ce pas finalement ce que réclamaient aussi les manifestants syriens en 2011 ?

Le président : Arrêtons-nous un instant sur les slogans de dignité, de liberté… qu'ils scandent. Ils peuvent être de beaux masques qui cachent cependant la laideur. Je vous donne des exemples : Bush a tué un million et demi d'irakiens derrière le grand slogan de la démocratie. Sarkozy a contribué au meurtre des centaines de milliers de libyens, en se cachant derrière le slogan de la liberté pour le peuple libyen. Aujourd'hui la France, la Grande Bretagne et les Etats unis violent le droit international sous prétexte de vouloir soutenir les Kurdes, or les Kurdes font partie du peuple syrien. Ce sont des Syriens et non un peuple à part. En 2011, en Syrie, il y avait les mêmes slogans levés en faveur de la dignité et de la liberté. Ce sont ces mêmes slogans qui ont été utilisés pour tuer des policiers et des civils, et saboter les propriétés publiques. Nous devons donc ne pas nous occuper des slogans, mais de la réalité des faits sur le terrain

Journaliste : Au début, il y avait un soulèvement populaire, il y avait de réelles revendications. Ça n'était pas al Qaëda. Pourquoi avoir utilisé la force ?

Le président : Donnons des chiffres d'abord. La plus grande manifestation qui a eu lieu en Syrie comptait 170 mille personnes. Supposons que ce chiffre n'est pas exact. Multiplions-le plusieurs fois jusqu'à atteindre un million de manifestants. Le peuple syrien compte plus de 23 millions d'habitants. Ces chiffres ne sont pas significatifs… ils ne révèlent rien. Du point de vue quantitatif, il ne s'agissait pas d'un soulèvement populaire. On ne peut parler d'un soulèvement populaire lorsque les fonds viennent du Qatar pour pousser les gens à manifester ; et enfin, ni moi, ni le gouvernement n'auraient pu rester en place pendant 9 ans face à un soulèvement populaire. Preuve en est, malgré tout son soutien, l'Occident n'a pas pu maintenir au pouvoir le Chah d'Iran. Donc, le terme « soulèvement populaire » est faux, ou disons irréaliste.

Journaliste : Au début de la guerre, en juin 2011, vous avez fait libérer un certain nombre de détenus de la prison de Sédnaya. On vous accuse de l'avoir fait pour introduire le poison djihadiste dans l'opposition. Pourquoi avez-vous fait ça ?

Le président : Nous décrétons une amnistie pour les prisonniers en Syrie. C'est une règle générale appliquée depuis avant la guerre. Lorsqu'une amnistie est décrétée, on précise les catégories de personnes qu'elle ne couvre pas, par exemple les espions, les trafiquants de drogue, et autres… en général ne sont pas couverts par l'amnistie. Dans notre loi, il n'y a pas de catégorie qui s'intitule « les radicaux ». L'amnistie doit donc couvrir tout le monde. Il y a aussi d'autres cas de prisonniers qui sont sortis de la prison, précisément en 2011, parce qu'ils avaient purgé leurs peines, et non parce qu'ils étaient amnistiés. Pourquoi faire libérer les intégristes et les terroristes ? pour qu'ils tuent l'armée syrienne et les civils ? selon la version occidentale, je l'ai fait pour diaboliser les manifestations pacifiques. Mais en réalité, ils se sont diabolisés eux-mêmes lorsqu'ils ont diffusé sur internet des vidéos qui les montraient en train d'exécuter des civils en les égorgeant, en les fusillant, et en fusillant des policiers dès les premiers jours. Telle est la vérité concernant la libération des prisonniers.

Journaliste : J'ai évoqué Sédnaya. Il existe aussi en Syrie d'autres centres carcéraux. Des documentaires, notamment celui de ma confrère Manon Loiseau « le cri étouffé » met en avant le fait que des viols systématiques ont été pratiqués dans ces prisons, qu'en dites- vous ? Reconnaissez-vous que ces traitements existent ?

Le président : Il y a une différence entre le fait de parler d'une politique qui est appliquée, et le fait qu'il y ait des fautes individuelles. Le viol et le harcèlement sexuel, ne sont pas fréquents dans notre société. Mais de tels actes, s'ils existent, sont condamnés et punis par la loi. Ce sont des cas isolés et individuels.

Mais, si une telle politique existe, n'importe où dans le monde, nous la condamnons, parce qu'elle est immorale, et parce qu'elle va à l'encontre de la stabilité en Syrie. On ne peut pas parler de stabilité, ni de rapports calmes et sereins entre les citoyens, s'il y a torture, meurtre, ou toute sorte d'agression.

Journaliste : Précisément, ces documentaires sont basés sur des témoignages de syriens et de syriennes qui disent que dans la société, elles ont honte, donc elles n'en parlent pas. Mais elles attestent que ça leur est arrivé.

Le président : Mais là vous parlez de récits. Le récit est une chose, les documents s'en sont une autre. Tout ce qui a été proposé, c'est des récits et des images non vérifiés. Qui sont ces témoins ? Ils étaient cachés. Dans la plupart des cas, c'est le Qatar qui a financé ces rapports. Pour les accepter, on a besoin de vérifications et d'enquêtes professionnelles. En toute logique, nous n'avons aucun intérêt à ce que ce genre de crimes soit commis. Mettons l'éthique de côté ; moi je parle de l'intérêt pur et simple.

Ça va à l'encontre de notre propre intérêt, pourquoi donc le faire ? quel résultat peut-on obtenir de la torture ? la vengeance ? si vous allez dans les régions qui étaient contrôlées par l'opposition, vous allez voir exactement le contraire. Nous ne sommes pas schizophrènes pour torturer les gens ici et être indulgents ailleurs. Ce ne sont que des allégations politiques.

Journaliste : j'insiste. Ce ne sont pas des témoins produits par le Qatar, ce sont des gens qu'on a rencontrés dans des camps de réfugiés, souvent en Turquie ou en Jordanie, qui ont donné ces témoignages-là à une journaliste qui est digne de confiance, qui n'est pas téléguidée, qui n'a pas un agenda politique.

Le président : Qu'est-ce que la "confiance" vient faire dans ce genre de choses ? il y a des mécanismes. Il y a des informations bien vérifiées et non de simples récits. Qui a vérifié la véracité de ces récits ? Qui a vérifié qui sont vraiment ces témoins, et s"ils ont bien subi ce genre de choses. Je peux en discuter avec vous quand je dispose de faits mais pas quand il s'agit de rumeurs et de récits. Si c'est vérifié, ceux qui ont commis de tels actes seront jugés par la loi syrienne, ce qui est parfaitement normal.

Journaliste : Donald Trump a cité la Syrie dans ses remerciements au moment de la mort d'Abou Bakr Al Baghdadi. Est-ce que vous avez donné une information aux américains ? est-ce que vous saviez où il était ?

Le président : Cela me fait toujours rire quand on me pose cette question. Le plus important est de savoir si vraiment Abou Bakr Al Baghdadi a été tué ou non, et si cette belle comédie présentée par les américains a vraiment eu lieu.

Journaliste : Mais Daech l'a reconnu !

Le président : Oui bien sûr, mais Daech a été fabriqué par les américains. Il fait partie de cette comédie. Baghdadi a appris à jouer son rôle lorsqu'il était dans les prisons américaines en Irak. C'est pourquoi je dis que c'est une grande comédie. Est-ce que ça a vraiment eu lieu ? je ne sais pas. Ça ne veut pas dire qu'il n'a pas été tué, mais s'il l'a été ce n'est pas parce qu'il était terroriste. Ils étaient capables de frapper Daech lorsqu'il volait le pétrole syrien vers l'Irak, mais ils ne l'ont pas fait. Et lorsque Daech a attaqué l'armée syrienne à Deir Ezzor, les américains ont frappé l'armée syrienne et non Daech. Par conséquent, nous n'avons pas collaboré avec les américains en quoique ce soit. Nous ne pouvons pas collaborer dans la lutte contre le terrorisme avec ceux qui soutiennent le terrorisme.

Journaliste : Pourquoi vous a-t-il remercié alors ?

Le président : c'est une de ses plaisanteries. C'est une blague…

Journaliste : lors de notre entretien, vous m'aviez certifié n'avoir jamais utilisé d'arme chimiques, notamment dans la Ghouta en 2013. Depuis, il y a eu Khan Cheikhoun, il y a eu Douma. Pourquoi cette accumulation de preuves sur votre usage ou sur l'usage par vos armées des armes chimiques ?

Le président : Non, non, il n'y a pas une seule preuve jusqu'à présent. Utiliser une telle arme aurait fait des centaines, voire des milliers de victimes, ce qui n'a pas eu lieu. Quant à l'accumulation, elle est d'abord due au fait que l'armée syrienne avançait et réalisait des victoires contre les terroristes ; donc, il fallait absolument trouver un prétexte pour frapper notre armée, et c'est bien ce qui s'est passé.

Ce récit était utilisé dans deux cas : Soit que nous avions beaucoup progressé et qu'il fallait qu'on nous arrête. On s'en servait alors comme une menace contre nous. Soit que nous étions en train de préparer une grande opération, alors ils proféraient des menaces avant que l'opération ne soit lancée.

D'autre part, puisque nous avancions, pourquoi aurions-nous besoin d'armes chimiques ? Telle est la question ? Le point le plus important est que là où nous entrons, il y a des civils, et leur vie reprend son cours normal. Comment y ont-ils pu rester si nous avions fait usage d'armes chimiques ? Sur ce sujet, les mensonges dans les médias occidentaux et la politique occidentale sont sans limites.

Journaliste : Merci

L'agence Arabe Syrienne (Sana) 30 novembre 2019

Comité Valmy 30 novembre 2019

Suite de la page (3)

« Nous ne pouvons pas continuer comme cela, nous avons besoin d'un nouveau mandat, mais d'un mandat exécutif, non seulement de paix et de sécurité, et de 20 ans », s'exclama-t-il.

Mulet a lancé un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures immédiates pour atténuer le problème de la famine et des institutions brisées en Haïti. Il suggère que le «US Southern Command» s'installe en Haïti. Voir (Dominican Today du 1er décembre 2019).

Créé en 1963, le United States Southern Command (Commandement Sud des États-Unis, en français) » est l'un des onze Unified Combattant Command dépendant du département de la Défense des États-Unis. Il se trouve à Doral, en Floride. Ce corps est responsable de la planification des opérations et de la coopération en matière de sécurité en Amérique centrale, Amérique du sud, les Caraïbes (sauf les États, les territoires et les possessions américaines), entre autres.

Dans la même veine, l'ambassadrice américaine en République dominicaine, Robin Bernstein a pour sa part indiqué selon des propos relayés par le quotidien Listin Diario le 28 novembre dernier que : *La crise politique que traverse Haïti en ce moment ne peut plus être l'affaire des États-Unis, d'Haïti et de la République dominicaine uniquement. Elle souhaite une plus grande implication multilatérale et des entrepreneurs dans la recherche d'une solution à la crise en Haïti. Elle insiste notamment sur une plus forte implication de l'Union européenne. Elle prône une implication également des pays membres de l'Organisation des États Américains (OEA) ou d'autres entités multilatérales.*

Elle a fait état d'une prochaine rencontre avec l'ambassadrice américaine en Haïti Michèle Sison afin de planifier une conférence des hommes d'affaires haïtiens et dominicains. « *Nous devons trouver des formules dans lesquelles nous pouvons contribuer à la prospérité économique, que ce soit en matière d'emploi, d'éducation ou tout simplement en ne fermant pas les yeux* », a-t-elle signalé.

Bernstein a rejoint Mulet à ce qu'une conférence internationale sur Haïti soit organisée à Miami avec la Chambre de Commerce haïtienne, des représentants du secteur privé d'Haïti, de la Diaspora, de la République Dominicaine et l'Ambassadrice américaine en Haïti Michèle Sison. Selon se serait une première étape afin de s'attaquer à la crise humanitaire provoquée par la famine et l'insécurité.

Mais aucun de ces intervenants sur la conjoncture haïtienne n'a rien dit sur les revendications populaires. Ils ont fait comme quoi, le peuple n'a jamais réagi et ne peut pas apporter une solution à son problème.

Ce n'est pas sans intérêt que cette conférence a tout bonnement choisi de faire la sourde oreille aux cris répétés des masses qui ne cessent de se mobiliser pour la démission du président laquais, inculpé de corruption Jovenel Moise.

Les Mapuches appellent à se soulever comme jamais auparavant



Photo de Luis Hidalgo, durant les funérailles du weichafe Camilo Catrillanca, tué par l'Etat.

A travers un communiqué, la Coordination Mapuche Arauco Malleco lance un appel fort aux communautés Mapuche pour qu'elles se soulever avec plus de force que jamais pour les revendications territoriales. Ils appellent également à la création de nouveaux Organes de Résistance Territoriale pour combattre l'ennemi commun qui appauvrit le Wallmapu.

Communiqué de la coordination Arauco-Mallecco :

A notre peuple Mapuche, en solidarité avec le peuple chilien en lutte, en tant que Coordinadora Arauco Malleco, nous déclarons ce qui suit :

Kiñe : Que, face à l'explosion du peuple chilien contre l'ordre établi, l'institutionnalisation bourgeoise oppressive et ses pratiques néolibérales, nous nous solidarisons d'abord avec les justes revendications sociales qui, si nous comprenons bien, n'ont pas de direction politique de la gauche révolutionnaire, elles représentent la clameur juste et digne d'un peuple opprimé par des politiques néolibérales qui ont déjà provoqué des crises à cause de l'avidité et de l'ambition des puissants, qui n'hésitent pas à imposer avec le sang et le feu de leurs politiques néolibérales, extractivistes et prédatrices, dévastant ainsi les territoires et les droits des peuples en général.

Epu : Que, dans le cadre de ces luttes imprégnées de rébellion, de rage et de dignité, nous revendiquons le droit légitime à la rébellion du peuple chilien opprimé, à chaque fois que la gouvernance néolibérale impose des politiques économiques uniquement au profit des grands groupes économiques et que, lors des mobilisations, ils ne tardent pas à répondre par une répression farouche contre les résistances. Même les militaires sont dans la rue, qui dans leur histoire ont le génocide du peuple Mapuche sur la conscience, les massacres de la classe ouvrière et les secteurs populaires organisés, et qui, sans pudeur, s'exhibent encore avec les mains pleines de sang de la dictature de Pinochet, toujours dans le but de protéger l'oligarchie oppressive des propres Chiliens comme celle des Mapuche.

Küla : Dans ce même contexte, et compte tenu de la lutte de notre peuple Mapuche, nous appelons à la poursuite avec plus de force du conflit territorial et de la résistance contre le pouvoir bourgeois, comme nous le faisons depuis plus de deux décennies. Travailler et combattre sans trêve et sans crainte jusqu'à l'expulsion totale des forêts, des centrales hydroélectriques et de tous les autres investissements capitalistes protégés par ce régime colonial. L'objectif ne sera atteint que par l'expression de la résistance et des organisations de notre nation Mapuche unies dans une proposition politique et révolutionnaire de libération nationale Mapuche, soutenue dans nos lignes stratégiques de reconstruction nationale par la résistance et le contrôle territorial.

Meli : Sans aucun doute, ce processus de libération nationale des Mapuches sera mieux perçu lorsque les opprimés du peuple chilien commenceront à soulever un véritable projet de gauche depuis ses racines et de la représentation populaire, des travailleurs et des révolutionnaires, qui ne tombe pas dans le piège des formes usées de faire de la politique, ni avec des dirigeants bourgeois pseudo petits, traîtres et laquais représentés par le Frente Amplio et la Nouvelle majorité.

Kechu : Enfin, nous appelons notre nation Mapuche à poursuivre la reconstruction, à donner une continuité au processus, à renforcer et à augmenter la résistance en créant de nouveaux Organes de Résistance Territoriale et groupes de combat. Poursuivre le contrôle territorial, les revendications légitimes et la défense de notre Wallmapu. Nos meilleures salutations face au mécontentement des opprimés seront notre chem, les actions de résistance contre les vrais ennemis, les capitalistes, les puissants ! La lutte des Mapuches, pour le territoire et l'autonomie pour la reconstruction nationale, jetant les bases d'une véritable libération nationale mapuche.

La libération nationale des Mapuches ne se fera qu'avec la libération du peuple chilien !!!

!! WEUWAIÑ – MARRICHIWEU!!!
COORDINADORA ARAUCO MALLECO.

Venesol 30 novembre 2019

Les autorités de la Dominique rejettent le plan de déstabilisation de l'OEA

Les dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes ont rejeté jeudi l'insistance de l'OEA et de l'opposition à boycotter les prochaines élections générales en Dominique. Les autorités de la Dominique ont dénoncé que le pays est victime d'un plan d'ingérence de l'Organisation des États américains (OEA) quelques jours avant les élections générales du 6 décembre.

L'OEA a soutenu le candidat de l'opposition, Lennox Linton du Partido Unido de los Trabajadores au poste de Premier ministre pour exiger une réforme électorale et promouvoir un état d'instabilité à la Dominique.

Le soutien de Luis Almagro à la réforme électorale de Lennox Linton est récusé par l'actuel premier ministre de la Dominique, Roosevelt Skerrit, et par la communauté des Caraïbes. M. Skerrit a déclaré qu'il n'inviterait pas l'OEA à observer les prochaines élections, car il pourrait tenter de « délégitimer » le processus, comme on l'a vu récemment en Bolivie.

Les dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes ont rejeté jeudi l'insistance de l'OEA et de l'opposition à boycotter les prochaines élections générales en Dominique. Le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Ralph Goncalves, a souligné que l'OEA et son Secrétaire général, Luis Almagro, sont ennemis des forces démocratiques et progressistes du continent, comme en témoignent les déclarations interventionnistes contre le Venezuela, Cuba et récemment la Bolivie.

Face au plan déstabilisateur de l'OEA, Goncalves a déclaré que « si quelqu'un croit que les élections se déroulent de manière inconstitutionnelle, il peut s'adresser aux tribunaux et il est possible qu'il ne soit pas pris au sérieux parce que ces élections se déroulent correctement ».

Ingérence de l'OEA en Dominique



Le Premier ministre de la Dominique Roosevelt Skerrit

Dès le début du mois d'août, l'OEA a commencé son action en Dominique en tentant d'envoyer une mission électorale sur l'île des Caraïbes pour traiter les questions de réforme électorale réclamées par Linton & Cie.

Dans le cadre du dispositif d'ingérence, les partisans de Lennox Linton ont exigé la démission du Premier ministre Roosevelt Skerrit pour ne pas avoir mené à bien la réforme électorale. Au cours des manifestations, l'opposition a exigé la démission de Gerald Bruton, président de la Commission électorale.

En novembre, un peu plus de 200 personnes se sont violemment heurtées à la police alors qu'elles tentaient de se rendre à la résidence du président Charles Savarin. Après les manifestations Luis Almagro a dit à partir de son compte Twitter que, pour les élections en Dominique, une mission d'observation de l'OEA « serait essentielle » (comme en Bolivie, n'est-ce pas ?).

En réponse aux déclarations d'Almagro, la Ministre des affaires étrangères de la Dominique, Francine Baron, lors d'une session extraordinaire au siège de l'OEA, a appelé à mettre fin à la violence et a exhorté l'agence à ne pas faire de déclarations partiales sur le processus électoral en Dominique. Rooselvelt Skerrit, premier ministre du Commonwealth, a déclaré que la Dominique avait décidé de ne pas inviter l'OEA aux prochaines élections pour avoir tenté de « délégitimer » les élections, comme ce fut le cas récemment en Bolivie.

L'ALBA-TCP a dénoncé devant la communauté internationale l'application du même schéma que celui utilisé par l'OEA en Bolivie, lors des prochaines élections en Dominique, qui semble avoir pour objectif le changement anticonstitutionnel et violent du gouvernement de Roosevelt Skerrit.



De gauche à droite Hugo Chavez et Roosevelt Skerrit

En soutien au gouvernement de la Dominique, le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Jorge Arreaza et son homologue cubain Bruno Rodriguez ont dénoncé l'ingérence étrangère lors des prochaines élections en Dominique, qui visent à soutenir une fois de plus un changement de régime par des moyens non démocratiques, suivant comme modèle le manuel des putschistes en Bolivie.

Sources : TeleSur
Venesol 29 novembre 2019

La Colombie, un volcan social en ébullition



Mobilisation populaire en Colombie

Par Oto Higuita

La grève nationale du jeudi 21 novembre en Colombie a été l'explosion d'un volcan social dont on ignore combien de magma il contient. La rébellion sociale qui a commencé comme une grève suit un schéma similaire à celui des éruptions populaires qui traversent le continent.

Sans aucun doute, celle de la Colombie a plus de similitudes avec ce qui se passe au Chili, où les protestations de millions de citoyens durent depuis plus de 40 jours et ne montrent pas de signes d'épuisement, continuant à se mobiliser, démontrant un haut degré de conscience, d'unité et de résistance, les principales composantes d'une lutte populaire qui aspire à voir ses revendications aboutir.

Deux caractéristiques distinguent l'explosion sociale au Chili et en Colombie (l'Équateur en partie avec le paquet néolibéral de Lénine Moreno). L'un est le type de régime (dictature déguisée en démocratie) et l'autre le modèle économique (néolibéralisme).

Au Chili, les deux, type de régime et modèle néolibéral, sont épuisés. Le régime a conservé les principales caractéristiques de la dictature imposée par Pinochet après le renversement violent de Salvador Allende le 11 septembre 1973. Cette dictature est basée sur une constitution qui a subi des modifications cosmétiques. Dans le même temps, le régime de facto a soutenu l'imposition du modèle néolibéral pendant 46 ans, ce qui a créé ce que l'on appelait l'" oasis " dans laquelle vivait une minorité oppressive capitaliste, tandis que la majorité des Chiliens devaient subir l'oppression, l'exclusion et la misère économique.



"Sauve-toi Cochonnet (Duque) si tu ne veux pas finir en chicharrón (peau de porc frite), démissionne"

La Colombie combine un régime de 200 ans d'oligarchies (cycle long) depuis l'indépendance, avec un cycle court de 70 ans qui va de l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán (9 avril 1948) à nos jours. Un régime politique où la même classe, l'oligarchie libérale/conservatrice, a gouverné sans interruption (à l'exception de la dictature du général Rojas Pinilla de 1953 à 1957). Ce type de régime oligarchique a été soutenu par le modèle économique néolibéral qu'ils ont imposé et élevé au rang constitutionnel au cours des 30 dernières années ("Bienvenus dans le Futur" de César Gaviria et "Sécurité Démocratique" avec les traités de libre-échange sous Alvaro Uribe).

Après des décennies de non-respect des accords pour parvenir à une paix définitive, de politiques effrayantes d'extermination de l'opposition, de refus d'une véritable ouverture démocratique et d'une répartition équitable

suite à la page(18)

Réveillons-nous svp!

Par Nacho Levy

Je n'arrive toujours pas à dormir, je ne veux pas, je ne peux pas, je ne sais plus. Avec mon sac à dos je suis arrivé en Bolivie, mais je ne suis jamais vraiment arrivé. Jamais je n'avais imaginé ce que ce serait de montrer un massacre, de raconter les crimes contre l'humanité, de les nommer, d'en informer, je n'ai jamais imaginé ce que ce serait de les respirer.

Je vois des images que je ne connaissais qu'en noir et blanc, tandis que je me couvre les oreilles pour réécouter les disparus, exigeant justice, vérité et mémoire. Tout est terreur, mais rien n'est info pour les médias. Les ténèbres pures, jusqu'à ce que je ferme les yeux par pitié. Et je les vois revenir, de toute urgence, un tourbillon humain phosphorescent qui courent désespérément vers moi, alors que je sait parfaitement que tous ces gens ne savent pas qui je suis, ni comment je suis arrivé là, ni comment je suis apparu dans cette municipalité ouverte par des Boliviennes et des Boliviennes et qui n'attendaient que la Commission Interaméricaine des Droits Humains, pour raconter l'histoire du massacre de Senkata, je les écoute encore et ça me tue à chaque fois.

« S'il vous plaît, aidez-nous !

S'il vous plaît, ne nous laissez pas seuls !

S'il vous plaît, promettez-nous qu'on s'en sortira ! »

Ce n'était pas un indien, ils étaient dix, maintenant quinze, maintenant trente, maintenant des milliers et des milliers qui ne veulent pas me laisser dormir. Ils ne savaient pas qui j'étais, mais ils ne voulaient pas me laisser partir. Ils ont pleuré, ils pleurent, ils ont tremblé, ils tremblent. Et je veux mourir. Je ne cesse de pleurer, alors que j'essaie de ne pas arrêter d'écrire.

Dans la bousculade, protégés par un nuage de femmes, ils m'ont amené jusqu'à l'autel de la chapelle, où la Commission Interaméricaine des Droits Humains a commencé à entendre tous ces témoignages que je n'oublierai plus jamais de ma vie.

« Ils ont tué mon mari, ils ont visé son cœur car il tentait d'aider un blessé ! » Ils m'ont demandé d'enregistrer, mais il y avait trop de monde, puis ils m'ont amené plus haut. « Je suis vivante mais en fait, je suis une femme morte, cria une femme de douleur, se couvrant avec son mouchoir pour qu'on ne puisse pas la voir, jusqu'à ce qu'elle s'avance et se fasse connaître. « Je suis témoin et j'ai survécu au massacre, parce que oui, bien sûr, je suis resté là quand j'ai vu les chars arriver, parce que je n'avais jamais imaginé qu'ils allaient venir nous tuer, qu'ils allaient commencer à tirer. Et j'ai tout vu, j'ai vu comment ils ont tués et, quand je me suis retournée, je pouvais aussi voir une très petite fille avec une balle dans le visage, mais ils l'ont emmenée et nous ne savons rien, nous ne l'avons jamais revue. Je suis resté à ramasser les cartouches pour qu'on nous croient. »

Nous avons tous pleuré, comme je pleure encore maintenant à chaque ligne : on vide son sac, rempli et désordonné, sous le nez de la Commission.

Au milieu de cette marée de terreur, de larmes et de douleur, j'ai essayé de retourner dans la rue par tous les moyens, parce que les camarades m'ont demandé de sortir, de parler avec Andrónico Rodriguez, un jeune référent du Chapare, un cultivateur de coca leader formé pour la succession, qui continue à appeler à la mobilisation et qui était également présent, malgré la persécution feroce. Il était impossible d'atteindre le portail où des gros bras le protègent, mais ils m'ont demandé d'essayer de m'entretenir avec lui.

Ils nous ont poussés dans une voiture qui nous attendait, parmi les cris de la foule qui débordait de la chapelle. Soudain, une femme a passé la tête à travers la fenêtre. C'était la femme du mouchoir, pleurant maintenant sans consolation, l'estomac plein d'impuissance et de dignité, quand la vie vaut moins que la vérité : « S'il te plaît, Andrónico, ne te laisse pas tuer », « s'il te plaît, Andrónico, tu dois changer de voiture, ils te suivent déjà, ils sont venus pour toi ! »

Nous avons réussi à partir avec la poitrine fermée et froide, avec deux personnes sur lui et deux sur moi, en faisant cet entretien qu'on peut voir désormais, mais sept pâtés de maisons plus loin j'ai dû descendre, parce qu'ils ont dû changer de voiture, parce qu'ils voulaient le tuer.

« Merci, nous allons nous revoir.

Un autre jour, quand vous voulez, nous parlerons d'Evo et de tous ses erreurs.

Un autre jour, quand vous voulez, nous parlerons des élections qu'ils nous promettent.

Un autre jour, quand vous voulez on parlera de bilans et on rêvera d'un avenir.

Mais maintenant, nous ne pouvons plus,

On ne peut plus dormir. »

Par Nacho Levy,

de Senkata, La Paz.

Venesol 29 novembre 2019

Suite de la page (17)

des richesses et des terres, de poursuite des politiques extractivistes, de pillage des ressources de l'État avec la corruption galopante qu'ils ont institutionnalisée, ceux qui ont gouverné en Colombie ont vu leur tour arriver dans la vague d'explosions sociales qui traversent le continent.

En Colombie, un mouvement social gigantesque, diversifié, pluriel, transgénérationnel, multiclassiste, hautement politisé, se mobilise et se déploie dans la rue, brandissant des drapeaux de lutte et de revendications



Boucliers artistiques/artisanaux, Bogotá, 21 novembre 2019

qui reflètent celles des différents secteurs sociaux aux cours de précédents processus et luttes populaires.

Ce mouvement social vient de naître et déjà certains jaunes veulent le dégommer ou l'enterrer, oubliant que ce mouvement inhabituel dans l'histoire des 70 dernières années est le résultat d'un état de malaise accumulé depuis plusieurs générations ; Ce n'est pas un mouvement organique et il n'a pas non plus une direction unique, à la manière des partis politiques et, par conséquent, il n'obéit à aucun parti et n'obéit à aucun dirigeant politique national, aussi reconnu soit-il, comme dans le cas de Gustavo Petro qui a au moins eu la décence de reconnaître qu'il n'est ni le seul porte-parole ni le responsable de la grève nationale, la droite et certains dirigeants du soidisant centre ayant plus menti pour gagner du terrain ou se bagarrer avec lui que tout autre chose.

Les revendications de cette explosion populaire surprenante et inhabituelle, rassemblées dans une liasse de pétitions (projet d'un nouveau gouvernement) vont des revendications historiques des syndicats et des travailleurs pour de meilleures conditions de travail et de salaires, à la réduction de la TVA pour les plus pauvres, à la mise en œuvre d'une réforme fiscale non régressive mais avec des impôts plus élevés pour les plus riches, au respect des accords de paix, à l'arrêt de l'élimination systématique des leaders sociaux ; prendre des mesures de lutte contre la corruption ; le démantèlement de l'ESMAD [brigades anti-émeutes] et la restructuration des forces armées se sont converties en machine de mort ; un budget plus important pour l'éducation publique et la santé en tant que droits et non de business ; des normes pour combattre la discrimination et la violence contre les femmes ; un système de retraite complet qui couvre des millions d'adultes à faible revenu ; la protection des espèces et de l'environnement ; des mesures contre le changement climatique, la prohibition de la fracturation hydraulique et la réglementation de l'extraction des ressources naturelles.

La réalisation de ces exigences dépendra, comme nous le savons, de la capacité de résistance, d'unité et de pluralité du mouvement, qui pour l'instant ne montre aucun signe d'usure, mais plutôt d'endurance. De fait, une série de dirigeant·es socia·ux·les et politiques (Gustavo Petro, Francia Márquez, María Mercedes Maldonado et quelques syndicats nationaux) jouissant d'une reconnaissance nationale ont refusé de faire partie de la table de concertation appelée par le gouvernement du président inexpérimenté Iván Duque, qui manque des vertus d'homme d'État que le moment que traverse la nation.



"Adieu, dit le renard. Voici mon secret. Il est très simple : on ne voit bien qu'avec le coeur. L'essentiel est invisible pour les yeux."(Saint-Exupéry, Le Petit Prince, 1943) "L'essentiel est invisible pour l'État" (Colombie, 2019)

Nous l'avions proposé dans un article écrit 100 jours après son arrivée au pouvoir, Les premiers mois d'Iván Duque, le gouvernement jamais rêvé, où nous affirmions que son gouvernement était « le rêve du mouvement alternatif et de la gauche. Cela leur est favorable à long terme parce que s'il ne change pas de cap, ce qui est improbable à cause du cabinet qu'il a nommé et du paquet de mesures qu'il a annoncé ; la détérioration et le discré s xdit seront accélérés et le coût d'avoir amené à la présidence un homme inexpérimenté et pratiquement inconnu, comme un as tiré de la manche par Álvaro Uribe, va coûter très cher à la Colombie ». s

Le gouvernement colombien se déglingue, une fissure gigantesque s'est ouverte et montre les fondations usées sur lesquelles il reposait, la longue crise et sa décomposition totale étaient certaines. Certains opportunistes courent à son secours pour jouer le rôle d'extincteurs, oubliant que c'est l'oligarchie elle-même qui, depuis belle lurette, creuse sa propre tombe. Pendant ce temps, dans les rues, des millions de gens, fatigués d'être traités comme des moins que rien, donnent des coups de boutoir : ils savent qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre mais un nouveau pays à gagner.

Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 29 Novembre 2019

Suite de la page (8)

employer les moyens forts pour sortir de la crise d'une part et de l'autre pousser l'opposition radicale à la reddition, en clair mettre bas les armes devant un Jovenel Moïse qui semble être devenu tout puissant et se sentant pousser des ailes depuis quelques jours. En tout cas, on assiste à une sorte de Jovenel Moïse revenir à la vie et qui ne semble prêt de reculer devant rien afin de prouver qu'il a repris les rênes du pouvoir. Il ordonne, nomme et révoque à tour de bras et ce, au plus haut niveau de l'Etat. Ici, c'est le Conseil d'administration de la BNC (Banque Nationale de Crédit) qu'il nomme et installe ; par-là, il fait saisir sans coup férir la Centrale électrique de la SOGENER qui serait appartenue à l'Etat haïtien et dont, selon lui, la famille Vorbe dispose sans honorer ses engagements. Il prend des décisions comme les divers remplacements qu'il opérait dans l'appareil judiciaire en nommant certains Commissaires du gouvernement (Procureur) plus réceptifs à ses recommandations dans le cadre de sa nouvelle politique répressive à l'encontre des groupes armés et peut-être de l'opposition.

Au niveau de la police nationale, là aussi, il opère des changements afin de mieux coordonner les activités répressives des forces de l'ordre. Il voit l'Etat comme un grand méchant loup qui fait peur aux enfants. « Les bandits ne sont pas plus forts que l'État. Nous allons prendre des décisions. Je mets en garde ceux qui prêchent la violence. La violence entraîne la violence. Nous ne répondrons pas à la violence politique par la violence politique. Cependant, ceux qui empêchent la population de vaquer à ses occupations, l'État les mettra hors d'état de nuire. De quelque façon que ce soit ». « L'État doit s'ériger en un plus grand démon pour rétablir l'ordre », estime-t-il. Bref, le Président « veut terroriser les terroristes » comme disait Charles Pasqua, ancien ministre français des années 90.

Jovenel Moïse crée de nouvelles institutions comme cette annonce de la création d'une Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) au profit des agriculteurs et du développement national. Etant lui-même agriculteur et de surcroit « ingénieur », peut-être que cette nouvelle institution financière pourrait lui être utile après sa présidence. Le Palais national rend public le compte-rendu d'un simple Conseil des ministres transformé en un événement national tant, il y a deux semaines, il était impensable que tous les ministres puissent arriver à la présidence de la République compte tenu de l'opération « pays lock ». Le chef de l'Etat pavoise et confiant pour la suite, car il voit s'ouvrir devant lui une nouvelle année. Il croit qu'elle serait plus calme dans la mesure où l'opposition a été stoppée nette dans ses démarches et ses velléités de l'abattre comme une bête sauvage.

Et bientôt, le deuxième lundi du mois de janvier 2020, il aura les pleins pouvoirs avec la caducité du Parlement. Tout semble être sous contrôle. Sa justice fonctionne comme il l'a toujours souhaité, des mandats d'arrêts et d'amener en cascade ont été lancés contre ceux que le Commissaire a.i. du gouvernement, Me Jacques Lafontant, voulait entendre mais qui s'obstinent à ignorer les convocations de la justice. Les Vorbe, des anciens hauts fonctionnaires, des ex-ministres de la République, l'ex-député Arnel Bélizaire qui a été arrêté à Jacmel le 29 novembre et certains membres de l'opposition n'ont qu'à bien se tenir. La justice entend frapper fort et vite sur tous ceux qui se croyaient intouchables. Une façon aussi de semer la peur et le doute au sein de la société et de faire passer un message : l'arbitraire est toujours possible en Haïti. Finalement, avec ce changement radical dans la manière de faire, dans le ton et la façon d'agir du Président Jovenel Moïse, les Haïtiens sont-ils en présence d'un Bonhomme Coachi ou d'un nouveau Kanson fè ?

C.C

Suite de la page (20)

Parallèlement Tony continue d'occuper à la fois les avenues de la musique conventionnelle et populaire. Tout en chevauchant les monts de la pédagogie pour le bonheur de ses élèves.

Cependant, avec le « Djakout », il a toujours tenu le profil bas dans sa posture d'anti star et de sage. Spécialement au sein d'un ensemble qui a eu ses lots d'ébauches et de dérapages. Mais Tony s'est toujours tenu à l'écart, évoquant son statut de salarié. Pour s'acquitter avec panache comme guide musical, tout en maintenant le ***groov*** qui a fait bien des émeutes, cette fois ci en tandem avec Régi Bastien au keyboard. Finalement après près deux décades avec le « Djakout Mizik », Tony a décidé de se ranger du côté de l'administration du groupe qui voulait bien se séparer de la bande à Pouchon, Shabba, Roro, Mamane, Régi, Tipouch et autres ; qui se sont renommés « Djakout #1 ». Lequel a pris bien des claques sans l'expertise de Tony, avant de trouver son équilibre rythmique et harmonique dans l'œuvre ***: ''Nou pap dòmi deyò ''***.

Tony pour sa part après avoir abdiqué son épaulette de maestro, n'a pas donné suite avec son « Djakout Mizik », préférant s'adonner au free-lance, tout en priorisant ses travaux et études de formateur dans l'art majeur. C'est ainsi qu'aujourd'hui il est en charge de la Section Musique à l'ENARTS, où il s'empresse de mettre aussi sur pied son projet d'orchestre philharmonique OPENARTS.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. No Risk. No Money Out Of Pocket. For Information Call 877-225-4813

ATTORNEY

REAL ESTATE ATTORNEY; Buy/Sell Real Estate Broker. PROBATE/CRIMINAL/ WILLS/ BUSINESS MATTERS - Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay Blvd. Ozone Park, NY. 718-835-9300; www.LovellLawNewYork.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094.

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

FINANCE

Denied Social Security Disability? Appeal! If you're 50+, filed SSD and denied, our attorneys can help! Win or Pay Nothing! Strong, recent work history needed. 866-979-0096 [Steppacher Law Offices LLC Principal Office: 224 Adams Ave Scranton PA 18503]

HEALTH

SAVE ON YOUR NEXT PRESCRIPTION! World Health Link. Price Match Guarantee! Prescriptions Required. CIPA Certified. Over 1500 medications available. CALL Today For A Free Price Quote. 1-866-569-7986 Call Now!

HEALTH

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call 855-977-3677

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $16 P/H LI Up to $13.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

MISCELLANEOUS

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405

MISCELLANEOUS

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYINYON PIBLIK
Mèkredi 18 desanm 2019 a 4PM
1 Centre Street, 9th Floor North
Borough of Manhattan
New York, NY 10007



Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral òganize yon reyinyon piblik a 4 è pm nan jou mèkredi 18 desanm 2019 la, nan 1 Centre Street, 9th Floor North, New York, NY 10007.

Nan mwa novanm 2018, elektè Vil New York yo te apwouve revizyon nan Chat la ki te etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan Chapit 76 nan Chat Minisipal New York la (https://nyc-charter.readthedocs.io/en/latest/c79/index.html). Objektif Komisyon an se pou ankouraje patisipasyon sivik atravè divès inisyativ, ki gen ladan yo, planifikasyon bidjè defason patisipatif, elajisman sèvis entèpretasyon nan biwo vòt yo ak asistans pou konsèy kominotè yo.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou sitwèb (https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page) Komisyon an.

Manm piblik la ka vini nan reyinyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reyinyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Tan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou poze kesyon ni bay repons. Pou nou fasilite senkwonizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye yon imèl ki gen non w ak afilyasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lendi 16 desanm 2019.

E si mwen bezwen asistans pou m patisipe nan reyinyon an? Lokal kote y ap fè reyinyon an aksesib pou moun ki sou chèz woulant oswa k ap itilize lòt aparèy pou deplasman. Pral gen sistèm bouk pou endiksyon ak entèprèt ki espesyalize nan Langaj Siy Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèpretasyon gratis k ap disponib nan lang Panyòl. Ap gen sèvis entèpretasyon nan lòt lang tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jande demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksesibilite pa pita ke 5pm, nan mèkredi 11 desanm 2019, lè w voye yon imèl nan info@civicengagement.nyc.gov oswa rele nan (212) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon andirèk pou reyinyon sa a e yo ka gade tou ansyen reyinyon ak odyans Komisyon an te òganize, sou sitwèb Komisyon an, nan seksyon pou reyinyon yo (https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page).



Pleins Feux Sur : Tony Jean Baptiste (P-au-P, 1961)

Par Ed Rainer Sainvill

« Un guitariste et musicien consommé »

Pour avoir eu l'opportunité d'éclore dans une atmosphère infatuée de musique conventionnelle, d'orientation classique. Tony s'est avéré être un talent hâtif qui dès les classes élémentaires, s'est procuré lui-même ses propres ouvrages et méthodes, pour apprendre en autodidacte à jouer de la guitare et du violon. En se soumettant tout au cours d'une année à contourner assidument les langages des cordes. Et à majorer ses connaissances en solfège, en lecture rythmique, et la technique de la guitare. Ses excursions buissonnières et son flair l'ont autorisé à s'imposer comme professeur de guitare et de violon à l'École de Musique Sainte Trinité. Et conjointement, s'est engagé activement avec l'orchestre de l'ENARTS, en même temps comme musicien et épigone.



Au cours d'une trajectoire féconde qui lui a permis alternativement d'approfondir son art au niveau majeur, tout en s'acquittant pédagogiquement à faire des adeptes. Pendant que s'ensuivent les apprentissages dans les groupes ambiants, à commencer par un petit ensemble du nom de « King Star ». Et subséquemment, s'est aussi montré dans la musique évangélique au sein du groupe « Christophiles», de sa paroisse baptiste ; lequel, il a dirigé après le départ du maestro Frank Charles. Par la suite, il a aussi collaboré avec le « Super Star » succinctement. Musicien consommé, guitariste cérébral, imprégné d'une touche imperméable et elliptique, il a aussi pris part à la montée de la nouvelle vague musicale comme membre du « Djakout Mizik», après que ce groupe ait précédemment exploré les variétés locales avec l'introduction des Fabrice, Kéké, Arius et autres.

C'est avec le « Djakout » qu'au gré de tant de remue-ménages qu'il va finalement décoller. Malgré son bagage qualitatif et sa mission de former dans l'art majeur. C'est dans la musique d'ambiance qu'il a fait sa renommée. Lorsque finalement associé à Claude Marcelin, dans un duo épatant le « Djakout » va finalement sortir des abattées, en prenant d'assaut l'arène du show-biz du terroir et du ***konpa***, à travers les albums :***Mòso lanmou, Setyèm syèl, La familia, Mannigeta, Jistis***, auxquels il a apporté ses précieux arrangements et son doigté créatif. Et un phrasé diffus d'un lyrisme singulier du fait de sa formation classique, et, émaillé d'improvisation.

suite à la page(19)